

**CONTRE LE
GOUVERNEMENT**

DU 49.3



**POUR NOS
SALAIRES ET
NOS REVENUS**

MOBILISATIONS!

Dossier

CHINE: le point de bascule

Pages 6 et 7

ÉDITO

Macron et la politique internationale du «en même temps»

Page 2

PREMIER PLAN

Meurtre de la petite Lola. L'ignoble récupération de Zemmour et sa bande de fachos

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

Brésil. Alerte face au danger d'une victoire de Bolsonaro

Page 5

ACTU SOCIALE

Raffinerie de Donges (44): «La bataille des salaires ne fait que commencer»

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Soulèvement en Iran: entretien avec Sarah du collectif féministe queer et anticapitaliste

Page 12

**POUR NOS
SALAIRES**

**TOU·TE·S EN
GRÈVE ET DANS
LA RUE LES
27 OCTOBRE ET
10 NOVEMBRE**



édito

Par **MANON BOLTANSKY**

Macron et la politique internationale du « en même temps »

Séjour italien chargé pour Emmanuel Macron : dimanche après-midi, discours pour la paix dans le monde ; dimanche soir, serrage de main avec l'extrême droite italienne au pouvoir ; avant de rencontrer le pape le lendemain matin. Un « homme d'État » qui tente de se donner une stature internationale se doit, semble-t-il, de rencontrer un autre prétendu représentant de la paix et de l'amour entre les peuples (le Ppape donc). Et « dieu sait », d'ailleurs, que Macron aime à se positionner et se rêver comme le défenseur des peuples et de la paix internationale...

En visite à Rome, dans le cadre d'un forum international sur la paix, il est ainsi revenu longuement sur le « courage » nécessaire de « vouloir la paix » dans un temps de guerre. Il a ainsi parlé de la paix comme le « plus grand des impensables ». Mais pas un mot sur le plus grand de ses impensés : la montée de l'extrême droite au pouvoir à l'échelle européenne et son rôle dans la légitimation et la banalisation des politiques racistes, nationalistes et réactionnaires. Ce président a été pourtant élu à deux reprises au nom d'un pseudo « barrage républicain » contre l'extrême droite. Mais face à la vague de l'extrême droite européenne il semble que des digues en carton ne résistent pas plus que le temps d'une élection.

Georgia Meloni, nouvelle Première ministre italienne, est qualifiée par certains de « post-fasciste ». Mais c'est une actuelle réactionnaire, qui ne fait pas secret de son admiration pour la politique du leader fasciste Mussolini. Cela n'a pas empêché Macron de la rencontrer très officiellement et de la féliciter lors d'échanges « pragmatiques et constructifs ».

Une belle voie de collaboration s'ouvre pour les deux dirigeantEs, qui ont communiqué sur leur « volonté de poursuivre une coopération sur les grands défis communs au niveau européen dans le respect des intérêts nationaux respectifs ». Et les points communs existent d'ailleurs, que cela soit dans la méthode d'une gouvernance autoritaire et anti-démocratique, ou plus profondément sur le projet de sauvetage des profits des plus riches afin de faire payer les crises aux plus pauvres et aux plus précaires. Nous devons rappeler au contraire que l'extrême droite est un danger mortel pour les classes populaires. Et que face aux capitalistes et aux réactionnaires de tous bords, seules nos luttes pourront imposer une véritable paix : celle d'un monde débarrassé de l'exploitation et de toutes les oppressions.

BIEN DIT

Il faut tout revoir de fond en comble. Les gens quittent leur service parce qu'ils sont épuisés, et ne reviennent pas car l'hôpital public n'est plus en capacité de leur proposer un cadre de travail qui a du sens. Cette réalité est d'autant plus désastreuse en pédiatrie que cette spécialité n'existe quasiment pas dans le privé. Le gouvernement semble ne pas en avoir conscience.

LAURENT DUPIC (membre du collectif Inter-Hôpitaux pédiatrie), liberation.fr, 24 octobre 2022.

Pas un jour ne passe sans que des salariéEs se mettent en grève pour des augmentations de salaires. De la clinique Jules-Verne à Nantes à l'usine de traitement des ordures ménagères de la métropole d'Orléans à Saran, en passant par les salariéEs de Safran et Daher à Bordes (64), ceux de Neuhauser à Folschviller (57) ou encore ceux de Geodis à Gennevilliers (92, lire page 8), de multiples grèves se développent, toujours autour des mêmes revendications : une augmentation réelle des salaires, voire leur indexation sur l'inflation. Autant dire que les raffineurs ont été la partie visible de l'iceberg, et que leur mobilisation a cristallisé une véritable lame de fond : c'est ce qui explique aussi pourquoi, malgré la propagande politico-médiatique, leur grève a reçu un soutien significatif dans les enquêtes d'opinion.

Les grèves ont imposé la question des salaires

Dans un contexte d'importante inflation, notamment sur l'énergie et les produits alimentaires, de stagnation des salaires (qui se traduit par une perte de « pouvoir d'achat ») et de distribution de milliards de dividendes aux actionnaires des grandes entreprises du CAC 40, rien d'étonnant à ce que la colère gronde et s'exprime de manière de plus en plus visible. Et rien d'étonnant non plus à ce que les postures du gouvernement consistant à opposer, d'une part, les salariéEs des raffineries et, d'autre part, celles et ceux exerçant un autre emploi et ayant besoin de leur véhicule, n'aient eu qu'une efficacité très relative, quand ils n'ont pas suscité l'indignation. Il faut en effet être sacrément gonflé, lorsqu'on s'appelle Bruno Le Maire ou Olivier Véran, pour faire, par exemple, des tirades sur les infirmières à domicile ou les auxiliaires de vie « prises en otage » par la grève chez Total alors que l'on n'a toujours eu que du mépris pour ces travailleuses. L'attitude « droit dans ses bottes » du gouvernement dissimule mal sa fébrilité face à la possibilité d'un mouvement de contestation généralisé, et malgré les déclarations parfois triomphalistes de certains représentants de la macronie enterrant la grève des raffineries, le pouvoir est conscient que le souffle de la mobilisation est loin d'être retombé. La première victoire des grèves du mois d'octobre aura été d'imposer dans le débat public la

question des salaires, rappelant cette vérité simple : les « primes », les « chèques », les « ristournes » ne règlent rien, et le seul moyen de faire face à la hausse des prix et de pouvoir mener une vie digne, c'est de voir son salaire augmenter, et pas de 2 ou 3%. Les grèves qui ont cours actuellement dans des entreprises de toute taille se font souvent autour de la revendication d'augmentations de 10%, quand il ne s'agit pas de demander, comme les auxiliaires de vie de l'agence Domidom à Caen (lire page 9), 500 euros mensuels supplémentaires.

Construire un mouvement d'ensemble

C'est dans ce contexte que le gouvernement a choisi de dégainer l'arme du 49.3, pour faire passer en force son projet de loi de finances : pas d'augmentation du SMIC, pas de taxes supplémentaires sur les dividendes et les profits, pas de crédit

d'impôt pour les résidents d'Ehpad (un amendement en ce sens avait été adopté), etc. L'orientation reste la même : la « rigueur » et l'austérité pour la très grande majorité de la population, qui pourtant n'en peut déjà plus, et le laisser-aller pour les plus riches et les grands groupes du CAC 40, encouragés à continuer à se goinfrer. Les amendements de la Nupes en faveur des salariéEs et des classes populaires ont au total été tous écartés : cela a permis de démontrer une fois de plus les obsessions du gouvernement, et de dévoiler le vrai visage du RN, pseudo-parti du « peuple », qui s'est opposé — entre autres — à l'augmentation du SMIC et au rétablissement de l'ISF. Mais cette « bataille parlementaire » a aussi montré toutes ses limites et l'impossibilité de remporter de véritables victoires pour notre camp dans des institutions faites par et pour les classes dominantes. Nous avons besoin pour cela d'un

bouleversement social et politique d'ampleur. Comme nous l'avons dit ces dernières semaines, notre 49.3 à nous, c'est la mobilisation, la grève et le blocage de l'économie ! Deux nouvelles journées de mobilisation ont été annoncées le 27 octobre et le 10 novembre : cela ne répond pas aux urgences de la situation, mais nous devons en faire des points d'appui pour la construction d'un mouvement d'ensemble contre le patronat et le gouvernement, avec des grèves reconductibles et une implication directe des salariéEs et de la population. Cela passe par l'organisation par en bas, dans nos lieux de travail, dans nos quartiers, dans nos villes, dans nos facs et lycées, avec la construction de collectifs de mobilisation, unitaires et militants, en soutien aux grèves en cours et à venir. Pour nos salaires, nos revenus, contre la future réforme des retraites, la bataille continue ! **J.S.**

À la Une

CONTRE LE GOUVERNEMENT DU 49.3
POUR NOS SALAIRES ET NOS REVENUS

Mobilisations !

La journée de mobilisation et de grèves du 18 octobre a marqué une nouvelle étape dans la construction du rapport de forces contre le patronat et le gouvernement à son service. La grève des raffineries a encouragé d'autres secteurs à se lancer dans la bataille pour les salaires, mais cela reste insuffisant pour faire plier un pouvoir qui, de son côté, poursuit sa fuite en avant autoritaire avec le recours au 49.3 pour faire passer ses contre-réformes, qui sont même minoritaires à l'Assemblée nationale.



ÉCONOMIE La crise qui continue

Il apparaît évident que l'économie mondiale traverse une phase particulière, successivement marquée par une pandémie puis une guerre. Tandis qu'à un arrière-plan de plus immédiat s'impose la crise écologique. Peu à peu s'évanouit l'assurance des dirigeants qui pariaient sur un « rebond » économique.

En fait, l'agression contre l'Ukraine et ses conséquences ont accru les tensions économiques préexistantes. Tout d'abord, les pressions inflationnistes : pétrole, gaz, céréales, etc. Dans la foulée, les prix à la consommation qui augmentaient déjà ont commencé à franchement dérapier.

La récession qui guette

Ensuite, les tendances récessives : depuis le début de 2022 le FMI ne

cesse de réviser à la baisse ses prévisions de croissance. Au fil des prévisions, l'inflation est plus élevée et la croissance plus faible. Selon les prévisions les plus récentes du mois d'octobre 2022, le PIB mondial devrait à peine progresser de 3,2% cette année et de 2,7% en 2023. Le ralentissement serait encore plus net en Europe avec en 2023 une quasi-stagnation (+0,6%). La récession n'est pas le scénario privilégié par le FMI. Mais son chef économiste est quand

même assez clair : elle n'est pas loin. « Il se peut très bien que nous soyons à la veille d'une récession mondiale », a-t-il prévenu. La situation de l'Europe est la plus fragile du fait des menaces pesant sur l'approvisionnement en gaz. La situation des États-Unis (qui cherchent à tirer un parti maximum de la guerre en Ukraine tant sur le plan militaire qu'économique) est incertaine mais certains signes sont négatifs : la croissance a été négative lors des deux premiers trimestres

2022. Plusieurs secteurs ont annoncé des licenciements, y compris dans la tech : Tesla a ainsi annoncé qu'il allait se séparer de 10% de ses salariéEs dans les trois prochains mois, tout en augmentant le nombre d'intérimaires. Mark Zuckerberg, patron de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp), a annoncé en septembre des licenciements et l'arrêt des embauches.

Mais les pays du Sud (au moins les non-producteurs d'hydrocarbures) sont les plus touchés. En seulement trois mois (à partir de mars 2022), environ 71 millions de personnes supplémentaires dans le monde ont basculé dans la pauvreté, selon un rapport récent du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). La crise du Covid a augmenté les dettes publiques des pays dits émergents de 52% en moyenne entre 2015 et 2019 à 67% du PIB en 2021.

Un monde à changer

ÇA GAZE POUR LES POLLUEURS.

Dans le cadre de sa stratégie « 0 pollution », le « Pacte Vert » européen prévoyait de réviser le règlement REACH (Enregistrement, évaluation, autorisation des substances chimiques), en vigueur depuis 2007 pour sécuriser la fabrication et l'utilisation des substances chimiques utilisées dans l'industrie européenne. La fable aura été de courte durée. La révision est reportée à fin 2023, autant dire que le lobby de la chimie a gagné puisque les élections européennes de 2024 rendent incertaine la révision par les nouveaux élus. 300 millions de tonnes de substances chimiques (12000 substances) sont produites par an, par l'industrie, dans l'UE. 74% de ces produits sont « dangereux pour la santé ou l'environnement » selon l'Agence européenne

pour l'environnement. Un sur cinq est cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction. La plupart sont des perturbateurs endocriniens. C'est pour cela que la Commission européenne a présenté le 25 avril dernier un plan pour éliminer des milliers de substances les plus dangereuses pour la santé et l'environnement des produits de grande consommation d'ici 2030. On retrouve les phtalates, bisphénols, PVC, paraben, éthers de glycol et autres substances tueuses à peu près partout : biberons, jouets, tétines, emballages alimentaires, fournitures scolaires, produits d'entretien, vêtements, meubles, cosmétiques, peintures... De quoi empoisonner le vivant au quotidien. Épaulé par le zélé Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, les industriels

de la chimie ont réussi à faire repousser la révision du programme REACH en invoquant la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine qui menace les économies européenne. Plus cyniques, tu meurs!

Les industriels de la mort lente sont également parvenus à remettre en question le Pacte Vert agricole et la peu contraignante stratégie alimentaire de l'UE, « de la ferme à la fourchette », qui vise à atteindre 25% de surface agricole en bio d'ici 2030 et à réduire de 50% l'usage des pesticides, de 20% l'usage des engrais azotés.

La France et l'Allemagne ont argué qu'il fallait au contraire augmenter les capacités de production, en raison de l'arrêt des importations de céréales d'Ukraine. Pas le moment de se passer de la chimie selon plusieurs gouvernements dont celui de Macron. Notre santé attendra.

Des irresponsables nous gouvernent : une seule solution, débarrassons-nous en!

Le chiffre 38%

C'est la hausse des contrats d'apprentissage entre 2021 et 2022, largement subventionnés par l'État. Ils représentent un tiers des créations d'emplois actuelles, ce qui en dit long sur la volonté du capital de créer des emplois.

Source : DARES / Mediapart

MEURTRE DE LA PETITE LOLA L'ignoble récupération de Zemmour et sa bande de fachos

Pendant plusieurs jours, certains médias, à commencer par CNews, ont été en boucle sur ce fait divers horrible, répétant inlassablement des détails sordides, et attisant la xénophobie. Zemmour et ses potes fachos ont pu tranquillement surfer sur le climat ainsi créé.

Instrumentalisation raciste

Le meurtre dans des conditions atroces d'une petite fille de 12 ans, Lola, fait ainsi l'objet d'une récupération éhontée de l'extrême droite la plus rance. Ils cherchent à faire de ce drame une arme contre les migrantEs et les populations racisées. Reconquête, le parti de Zemmour, a même déposé « Justice pour Lola » et « Manif pour Lola » comme noms de domaine. Reconquête a décidé d'organiser des rassemblements, bien relayés par la fachosphère (Identitaires, Action française, Nemesi, Cocarde...) contre la volonté de la famille qui refuse toute récupération politique, ce qui a été confirmé dans une dépêche AFP.

Des rassemblements ont ainsi eu lieu en fin de semaine dernière, dans diverses villes, qui ont donné lieu à de véritables démonstrations de haine, comme à Lyon, où des néonazis ont défilé en criant « immigrés assassins », tandis qu'à Paris ils

Reconquête, le parti de Zemmour, a organisé des rassemblements en fin de semaine dernière, dans plusieurs villes de France, suite au meurtre de la petite Lola, autour du mot d'ordre de la lutte contre les « francocides ». Une récupération politique dégueulasse, par l'extrême droite, de ce crime odieux.



scandaient « migrants assassins », en appelant à la « remigration ». Plusieurs autres rassemblements ont eu lieu dans diverses villes de France, toujours marqués par la présence de groupuscules fachos et, souvent, par des violences. En quête de respectabilité, le RN s'est tenu à distance des rassemblements, Jordan Bardella dénonçant même « l'indécence » de certains des manifestants. Ce qui n'a pas empêché les représentants du RN de jouer la surenchère dans le débat public, à l'instar d'une Marine Le Pen déclarant à l'Assemblée nationale :

« On assiste au crime de trop, celui qui nous oblige à l'action ».

La récupération politique peut tuer

Dans l'histoire, l'instrumentalisation de faits divers criminels a souvent été à l'origine de lynchages, voire de pogroms. On pense ainsi à ce qui s'est passé à Marseille en 1973 où, dans un contexte déjà violemment raciste, le meurtre d'un chauffeur de bus par un immigré algérien avait été instrumentalisé, avec pour conséquence une terrible vague de violence meurtrière.

Parfois, ce sont même de simples rumeurs qui ont pu déboucher sur des vagues de violences. Ce fut le cas en 1946 en Pologne, dans la ville de Kielce, où la rumeur avait couru qu'un enfant disparu avait été victime d'un sacrifice rituel juif. En réalité, le gamin s'était perdu dans la forêt. Bilan : 46 morts et 82 blessés dans la population juive. Plus récemment, en 2008 à Marseille, des rumeurs d'enlèvement d'enfants avaient déclenché des agressions contre des Roms. Ces mêmes rumeurs sont revenues en région parisienne en mars 2019.

L'instrumentalisation par Zemmour et sa bande de fachos de la mort de la petite Lola est choquante, obscène et dangereuse. L'opportunisme de Reconquête ne suscite que le dégoût : encore une fois l'extrême droite montre qu'elle ne respecte rien, pas même les souffrances des familles. Tout leur est prétexte pour nourrir leur agenda xénophobe et raciste. Le NPA tient à affirmer tout son soutien à la famille de la victime, et dénonce cette récupération politique qui vise à ajouter la haine à la douleur. **CorrespondantEs**

CRISE FINANCIÈRE LES RÉMUNÉRATIONS DES GRANDS PATRONS EXPLOSENT



Les banques centrales haussent le ton

Quant à la Chine, les rebonds de la pandémie et les strictes mesures de confinements locaux pèsent sur la croissance. Il faut y ajouter la crise de l'immobilier : le géant du secteur Evergrande est plombé par une dette d'environ 300 milliards de dollars. D'autres promoteurs pourraient

vaciller. Ils sont de plus en plus nombreux à avoir des difficultés à terminer leurs chantiers et à remettre, en temps voulu, des logements vendus avant leur construction. En représailles, des propriétaires, exaspérés, refusent de payer leurs prêts immobiliers, contribuant à aggraver la crise du secteur et menaçant de l'étendre aux banques.

Face aux tensions inflationnistes, dès avant l'invasion de l'Ukraine, les banques centrales avaient décidé de sortir des politiques d'« argent facile » et d'augmenter les taux d'intérêt pour calmer l'inflation. Pour l'instant, elles se tiennent à cette orientation et, aux États-Unis comme en Europe, elles augmentent leurs taux (la Chine fait exception). Mais cela ne peut que renforcer les tendances récessives et accroître les difficultés des pays du Sud que les capitaux vont quitter pour les États-Unis.

Dans la zone Euro s'ajoute un embarras supplémentaire : le risque que s'accroissent à nouveau les écarts entre les taux que les marchés exigent pour souscrire aux emprunts des différents pays. La Grèce et l'Italie seraient les premiers pays fragilisés par une augmentation de l'écart de taux d'intérêt à long terme (le « spread ») avec l'Allemagne, considérée comme

le pays le plus solide. La BCE a donc annoncé, en plus des hausses des taux, la mise au point d'un instrument (achat de titres) visant à limiter les écarts « injustifiés » des taux d'intérêt. Tous les ingrédients d'un fort ralentissement de l'économie mondiale sont réunis : durcissement des banques centrales, fragilité de la sphère financière (certains fonds de pension britanniques sont déjà en difficulté), poids des dettes publiques, hausse des taux des prêts immobiliers, désordres dans l'approvisionnement, économies vacillantes et climat général d'incertitude. Dans ce contexte, il est de plus en plus clair qu'il ne suffit pas de s'en tenir à une dénonciation du néolibéralisme : la crise qui perdure ne tient pas à un mode de gestion économique mais bien à la logique absurde et mortifère du capital. **Henri Wilno**



Agenda

Jeudi 27 octobre, journée de grève et manifestations pour les salaires.

Samedi 29 octobre, Rencontre de La Brèche sur l'opéraïsme, Paris. Avec Wright Steve, auteur de *À l'assaut du ciel, histoire critique de l'opéraïsme*, éditions Entremonde. À 19 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 5 novembre, concert de soutien aux inculpés du quai de Valmy, Montreuil. Stage Bottles (oi/streetpunk, DE), Rock'n'Bones (RiotPunk, 91), Going Away Party (anarcho-post punk, Paris), Irracible (rap de combat, Paris), etc. À partir de 14h, à la Parole errante, rue François-Debergue à Montreuil.

Mardi 8 novembre, Rencontre de La Brèche autour du livre « Parcours de Juifs antisionistes en France », Paris. Avec Fagot et Jean-Guy Greilsamer de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), coauteurEs du livre. À 19 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Des gens comme Jean-Christophe Cambadélis, Bernard Cazeneuve, Hélène Geoffroy, Carole Delga, devraient se retrouver pour faire du Parti socialiste une force attractive.

FRANÇOIS HOLLANDE, France 3, 23 octobre 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org Tirage : 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org Directeur de publication : Julien Salingue

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex Secrétaires de rédaction : Fabienne Brifault, Julien Salingue

Numéro ISSN : 2269-3696 Maquette : Ambre Bragard

Commission paritaire : 0419 P 11508 Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans). **IMPRIM'VERT®**

TCHAD Tuerie de masse pour les premiers pas du gouvernement

Quelques jours après la fin du Dialogue national inclusif et souverain (DNIS), Mahamat Déby impose son pouvoir dans un bain de sang. Il profite grandement de la mansuétude de Macron lors de son coup d'État de 2021. L'Élysée considérait que c'était la solution pour préserver la stabilité du pays.

Une manifestation appelée le 20 octobre par l'opposition, notamment le parti Les Transformateurs et la coalition d'organisations de la société civile Wakit Tamma, a été violemment réprimée. Le décompte avancé est une cinquantaine de morts, plus de 300 blessés et plusieurs centaines de personnes arrêtées et déportées dans le nord du pays mais le bilan pourrait être beaucoup plus lourd.

Une tradition répressive qui perdure

À chaque fois que les populations sortent dans la rue, elles risquent leur vie. Ce fut le cas quelques jours après la nomination de Mahamat Déby à la tête du Conseil de transition militaire suite à la mort de son père Idriss Déby en avril 2021 : des manifestations de colère éclataient dans tout le pays à N'Djamena la capitale, à Moudoun, mais aussi dans les villes du Sud comme Sarh et Koumra. Les Tchadiens, qui pensaient en avoir fini avec Déby, se retrouvaient avec son fils à la tête d'une escouade de généraux. Aussitôt la répression s'est abattue sur les protestataires, faisant trois morts. Le fils Déby était d'autant plus à l'aise qu'il venait de recevoir le soutien de la diplomatie française.

Pendant la transition et avant la mise en place du « Dialogue national », une marche pacifique avait été organisée pour dénoncer le meurtre d'une dizaine de paysans dans la province du Moyen-Chari dans le sud. De nouveau, les forces de l'ordre intervenaient violemment, obligeant des personnalités comme l'avocate militante des droits humains Jacqueline Moudeïna ou l'archevêque de N'Djamena, Edmond Djitangar à se mettre à l'abri.

Pendant le « Dialogue national », la police encerclait le local du parti Les Transformateurs pour empêcher toute manifestation, arrêtant sans ménagement plusieurs dizaines de militants. Les principales chancelleries des pays occidentaux ont dû se fendre d'un communiqué de presse commun pour souligner que ce n'était pas le moment d'utiliser le bâton.

Dialogue bidon pour une vraie dictature

Afin de faire avaliser sa prise de pouvoir tant par l'Union africaine que par l'Union européenne et les USA, Mahamat Déby s'était engagé à une transition de 18 mois et à ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle. Le résultat du « Dialogue national » est que la transition est prolongée de deux ans, et il pourra briguer l'élection présidentielle. Bref la succession dynastique est en marche et c'est précisément contre cela que les manifestations ont été organisées dans l'ensemble du pays.

Pour justifier ce bain de sang, le Premier ministre Saleh Kebzabo, ancien opposant, nommé par Mahamat Déby, parle d'une tentative d'insurrection armée et de coup d'État. Rien que ça ! Il a suspendu pour au moins trois mois les activités des partis politiques et des organisations de la société civile, instauré un couvre-feu de 18 heures à 6 heures du matin. Kebzabo a déclaré qu'il « [fera] régner l'ordre sur l'ensemble du territoire et ne tolérera plus aucune dérive d'où qu'elles viennent ». Bref la tyrannie s'installe. Les Tchadiens peuvent remercier Macron qui a contribué à stabiliser non pas le pays mais... la dictature.

Paul Martial



DR

USA À l'approche des élections de mi-mandat, les questions économiques sont essentielles

Les élections de mi-mandat, qui décideront de qui contrôlera le Congrès, auront lieu le 8 novembre, et de nombreux électeurs ont déjà voté par anticipation ou par correspondance. Selon les dernières enquêtes, les questions économiques sont essentielles dans les choix des électrices et électeurs indécis.

Les Démocrates font valoir que l'administration du président Joe Biden a adopté des projets de loi et dépensé des milliards pour alléger la dette des étudiantEs, protéger le climat et améliorer les transports, les services publics et soutenir l'industrie et la construction. Les Républicains dépensent des millions en publicité, accusant Biden d'être responsable de la hausse des prix et de la criminalité. Et jusqu'à présent, ils gagnent du terrain. Selon le dernier sondage New York Times/Siena College, 49 % des électeurEs prévoient de voter républicain et 45 % démocrate ; les Républicains gagnant du terrain chez les femmes et les Latinos. Le principal problème des Démocrates est l'économie.

Soutien aux syndicats

À certains égards, même si les principaux gagnants sont les milliardaires, l'économie étatsunienne est pour l'instant forte, avec un taux de chômage de 3,5 % proche de son plus bas niveau historique et des employeurs qui continuent à embaucher. Bien qu'il soit également vrai que plusieurs millions de travailleurEs, principalement des hommes, n'ont pas réintégré la population active depuis le déclin du covid. Si l'emploi est fort, le taux d'inflation de 8,2 % mine le pouvoir d'achat des travailleurEs. La hausse des prix des denrées alimentaires, du carburant et du logement affecte à la fois les classes moyennes et les classes populaires. En réaction,

les travailleurEs s'organisent plus dans certains secteurs.

Selon le dernier sondage Gallup, 68 % de la population approuve aujourd'hui les syndicats, le chiffre le plus élevé depuis 1965, ce qui donne aux syndicats un nouvel élan. Les syndicats ont récemment remporté plus d'élections de représentation qu'à aucun autre moment au cours des vingt dernières années, amenant plus de 40 000 travailleurEs à se syndiquer, bien qu'en 2021 le nombre total de syndiquéEs ait continué à baisser. Les deux campagnes de syndicalisation les plus visibles — Starbucks et Amazon — se poursuivent. Plus de 6 500 travailleurEs de 250 magasins Starbucks appartenant à l'entreprise ont voté en faveur de la syndicalisation, un résultat impressionnant, bien qu'il y ait au total 15 444 magasins Starbucks avec environ 350 000 travailleurEs. La campagne d'Amazon a toutefois subi une défaite cuisante ce mois-ci dans un établissement d'Albany, dans l'État de New York, qui emploie 950 travailleurEs, par 406 voix contre 206.

Développement des grèves

La syndicalisation s'est accompagnée d'une recrudescence des grèves parmi les travailleurEs de la

restauration rapide, les employéEs de Starbucks, les infirmières et autres travailleurEs de la santé, les enseignantEs, les assistantEs d'enseignement universitaire et bien d'autres. Parmi les employéEs de bureau des secteurs privé et public, s'il n'y a pas beaucoup de grèves, on assiste à des conflits entre patrons et travailleurEs autour du retour au travail dans les bureaux. Après plus de deux ans de travail à domicile via Zoom, de nombreux et nombreuses travailleurEs résistent au retour sur le lieu de travail, exigeant des arrangements hybrides — quelques jours au bureau et quelques jours à la maison chaque semaine — ou simplement le travail à domicile. Le covid a eu des effets durables sur la classe ouvrière. Seize millions de personnes en âge de travailler aux États-Unis souffrent de covid long, et entre deux et quatre millions d'entre elles sont au chômage. À l'échelle nationale, les cas de covid n'augmentent pas pour le moment, bien que 350 personnes meurent encore chaque jour, mais les responsables de la santé publique s'inquiètent du fait que seuls 14,8 millions de personnes ont reçu le dernier rappel, ce qui laisse les autres vulnérables. Par ailleurs, de nouveaux variants suscitent des

inquiétudes quant à une éventuelle poussée du covid cet hiver. De nombreux programmes fédéraux d'aide aux personnes atteintes du covid ont pris fin.

Alors que le pays s'est remis des dernières vagues de covid, les mouvements sociaux n'ont pas été très actifs, à l'exception du mouvement des femmes. Ainsi, au cours du printemps et de l'été derniers, les mouvements tant noirs que latinos n'ont pas été très actifs, en raison peut-être de la détérioration de la situation des personnes aux revenus les plus faibles. La décision de la Cour suprême dans l'affaire Dobbs, qui a annulé l'arrêt Roe et mis fin au droit à l'avortement protégé par le gouvernement fédéral, a entraîné une nouvelle génération de femmes dans l'activisme pour protéger les droits reproductifs. Une grande partie de cette énergie a été dirigée vers les élections de mi-mandat au Congrès pour empêcher le Parti républicain d'interdire l'avortement dans tout le pays.

Malheureusement, la recrudescence du militantisme syndical et le nouveau combat pour l'avortement ne sont pas encore assez importants pour influencer vraiment sur la scène politique.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

DÉMISSION DE LIZ TRUSS

Crise politique au Royaume-Uni

En fin de semaine dernière, la Première ministre Liz Truss annonçait sa démission après seulement 44 jours de mandat. Retour sur une crise qui est loin d'être terminée.

Le faux départ calamiteux du mandat de Liz Truss ajoute une crise politique majeure à une conjoncture marquée par une convergence de crises elles-mêmes d'une intensité rare : coût de la vie et explosion des prix de l'énergie ; signaux gravissimes du dérèglement climatique au cours de l'été 2022 ; impasse constitutionnelle inédite, issue du Brexit, liée à la situation nord-irlandaise, et menaces toujours plus nettes sur l'avenir de l'unité du Royaume-Uni ; le tout sur fond de renouveau de luttes syndicales et sociales d'ampleur depuis le début de l'été 2022.

Ardeur fanatique

Liz Truss aura eu le mérite d'avoir poussé jusqu'à l'implosion les termes de la norme idéologique qui détermine la forme historique de l'oppression de classe (souvent dite « néolibérale »). Truss aura en effet tenté de poursuivre, avec une ardeur groupusculaire authentiquement fanatique, la politique fiscale pro-riches, pro-lobbys pétroliers, pro-banques, qui a déjà présidé à l'exceptionnelle accumulation de richesses opérée en particulier en temps de désastre austéritaire, puis sanitaire, puis guerrier.



WIKIMEDIA COMMONS

On peut compter sur cet épisode de chaos politique extrême au sommet du pouvoir pour étendre et enrainer un peu plus les aspirations indépendantistes en particulier écossaises et nord-irlandaises, mais aussi galloises. Chacune de ces nations a dû subir la quadruple calamité d'une austérité impitoyable depuis 2010 ; d'une sortie contrainte de l'UE (pour l'Écosse et l'Irlande du Nord) ; d'une perte de souveraineté dans l'utilisation des divers programmes de fonds structurels européens ; et maintenant d'un pouvoir manifestement dysfonctionnel et, à l'occasion,

affichant un mépris assumé de la « périphérie ».

Du côté du Labour...

Reste l'élément le plus critique de la situation, à savoir : le Parti travailliste. Le problème est à la fois programmatique et organisationnel. Le naufrage de Truss a permis au Labour de gagner une avance considérable dans les sondages. Cet écart ne correspond à peu près à aucune divergence sérieuse avec le parti encore accroché au pouvoir. Exemple parmi d'autres : immédiatement après avoir fait part de son

souhait de défendre les salaires des travailleurEs du pays devant le TUC (Trades Union Congress — Congrès des syndicats), le leader travailliste Keir Starmer refusait, au cours d'entretiens accordés à divers médias, de soutenir la revendication salariale des infirmières et infirmiers du service national de santé dont la principale organisation, le RCN (Royal College of Nurses, 300 000 membres), a lancé la procédure de vote pour une grève majoritairement soutenue dans l'opinion, et qui serait alors la première depuis sa création, en 1916. À l'évidence, la jonction entre ce Labour et le mouvement social n'est pas pour demain.

Le Labour sombre chaque semaine un peu plus dans une dérive autoritaire consistant à écarter, suspendre, invalider toute candidature interne positionnée à gauche, notamment pour les prochaines législatives, et ce, à des motifs toujours plus futiles et selon un deux poids, deux mesures toujours plus grossier. Si cette haine factionnelle de la démocratie au sein du parti doit laisser présager de la manière dont le Labour gouvernerait le pays à l'avenir, il est clair dès lors que la crise politique récente signale un ensemble de problèmes et de dangers en rien limités à la déconfiture temporaire des seuls Tories au pouvoir.

Thierry Labica

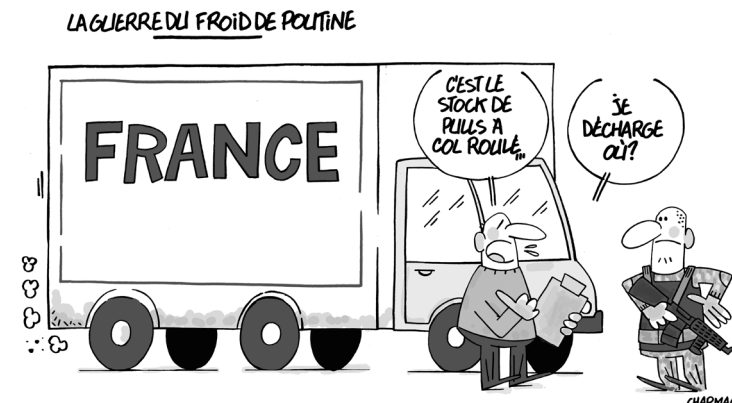
RUSSIE Une « mobilisation partielle »... de classe

Quelques jours avant l'annonce de la mobilisation dite « partielle », les médias d'État ont prétendu que depuis février, « seulement » six mille soldats russes ont héroïquement perdu la vie, que tout se déroulait comme prévu et que l'ennemi serait bientôt vaincu. Pourquoi, alors, le milliardaire Prigojine fait-il des tournées des prisons pour y recruter des criminels pour son groupe Wagner ? Pourquoi mobiliser des centaines de milliers de civils sans expérience ? De toute évidence, les autorités tentent de résoudre leurs échecs politiques, diplomatiques, militaires et économiques aux dépens du sang des ouvriers.

Après la guerre avec la Géorgie en 2008, la réforme militaire visait à passer de l'armée de mobilisation du modèle soviétique à l'armée de réaction rapide, en réduisant progressivement le nombre de conscrits et en augmentant le nombre de soldats sous contrat. Aujourd'hui, l'armée compte plus de militaires sous contrat que de conscrits, soit 400 000. Mais pourquoi un tel manque d'engagement ? N'est-ce pas parce que, depuis trente ans, l'État se désengage de plus en plus de ses obligations, déclarant « ne rien devoir » ?

Une opportunité pour les plus pauvres ?

Cependant, il y a ceux qui acceptent d'aller se battre en Ukraine. Provenant des régions pauvres, précaires et subventionnées où les salaires sont bas (les autorités attirent avec des avantages pour les militaires, des paiements qui peuvent être dépensés en règlement des hypothèques et des prêts) et où l'armée est la seule mobilité ascendante : les républiques de Daghestan, Sakha-Yakoutie (nord-est de la Sibérie), la Bouriatie (à la frontière mongole), la Tchouvachie et la Crimée. Ce sont les mêmes républiques d'où sont partis en février les soldats sous contrat. À leur arrivée à l'unité militaire, les soldats découvrent qu'ils doivent se munir eux-mêmes de fournitures médicales et de certains équipements



(sacs de couchage, sous-vêtements thermiques, sacs à dos, bottes), dont le coût total peut atteindre plusieurs centaines de dollars. Des vidéos circulant sur Telegram montrent des conscrits, qui n'avaient jamais tenu d'armes, être envoyés au front après quelques jours d'entraînement seulement ! Même dans les milieux pro-gouvernementaux (à l'instar du militaire Igor Guirkine), on commence à se rendre compte que la Russie ne dispose pas d'une prépondérance d'équipements et d'armements. Tout d'un coup, il s'est avéré que pour produire des armements, pour avoir des soldats motivés, il faut une certaine base économique et industrielle, ce qu'on a détruit avec détermination au cours des trente dernières décennies. La Russie de Poutine n'a pas les ressources qui pourraient assurer la

victoire militaire ni l'infrastructure économique que les travailleurs seraient intéressés à défendre.

Réticences à tous les échelons

Le fait de ne pas se présenter au bureau de recrutement expose à une amende, mais le plus souvent n'entraîne rien. De graves sanctions pénales ne sont réservées qu'aux déserteurs. C'est pourquoi au moins 300 000 personnes en ont profité pour partir au Kazakhstan, en Géorgie et en Finlande, les autorités laissant partir toutes et tous les dissidents potentiels. Il existe des dizaines de canaux d'aide et d'ONG sur l'application de messagerie instantanée Telegram, qui aident les personnes à échapper au service militaire ou à partir à l'étranger. Les militants des droits des peuples ethniquement non-russes

affirment que la corrélation est celle de classe plutôt que celle d'ethnie. Car celles et ceux qui quittent le pays sont aussi celles et ceux qui disposent de moyens pour partir, la « classe moyenne ».

Parmi les factions de l'establishment du Kremlin, nous pouvons déjà observer les contours d'une lutte interne pour une Russie post-Poutine. Ainsi, certains (Kadyrov, Prigojine, entre autres) essaient de faire des militaires les boucs émissaires et les responsables de l'échec du Blitzkrieg et de la situation de crise afin de les écarter plus tard. Depuis le début de la guerre, on a vu le départ de milliardaires (Iouri Milner, Anatoly Tchoubaï) qui ne sont pas d'accord avec la ligne de Poutine de rupture radicale avec l'Occident et qui ne veulent pas perdre leurs comptes dans les banques occidentales. Divergences aussi sur la nécessité d'une annexion rapide des régions occupées.

Bien que les autorités n'aient eu aucun plan ni stratégie dès le départ, les conséquences sont assez évidentes. Dans tous les cas, le pays va glisser plus loin vers l'autoritarisme, comme en témoignent les récentes arrestations des militants syndicaux Kirill Oukraïntsev et Anton Orlov. Dans une guerre, ce ne sont pas les soldats qui comptent, mais les économies.

Alexandre Bazarov

Version intégrale sur solidarites.ch

IRAN Et Dieu n'a pas pu éteindre la révolte !

Le Mollah Ahmad Khatémi, représentant du Guide suprême, et imam de la prière du vendredi à Téhéran, a déclaré durant celle du 21 octobre : « Dieu a éteint les manifestations sur les terres d'Islam ! » Malheureusement pour lui, c'était une « fake news » !

Le soulèvement est entré dans sa sixième semaine. Du jamais vu dans l'histoire de la République islamique. Quand les étudiantEs sont attaqués, les lycéenEs prennent la relève, puis surviennent les affrontements nocturnes dans les rues des 150 grandes villes situées dans toutes les provinces du pays. Les manifestantEs sont des gens modestes de tous âges, hommes et femmes, filles et garçons. La grande majorité appartient aux « couches moyennes » ayant des revenus modestes, ou sont des précaires et des chômeurEs sans perspectives d'emploi.

« À bas la République islamique, mort au dictateur »

Les étudiantEs jouent un rôle central dans le maintien de la pression, ainsi que dans la continuité du mouvement. Comme souvent dans l'histoire des mouvements démocratiques, les étudiantEs sont en pointe et donnent le « la » des slogans. Toutes les grandes universités du pays sont en ébullition. À l'intérieur et autour des universités, ont lieu chaque jour des affrontements avec les forces de l'ordre et surtout les milices Bassidjjs. Simultanément, « l'Association des enseignantEs » maintient la pression et appelle à continuer la grève des cours, très suivie, surtout dans le Kurdistan. Les enseignantEs se présentent à l'école mais refusent d'enseigner. Cela encourage les lycéenEs à se joindre au mouvement et à continuer à mettre la pression sur les forces de sécurité. Des vidéos montrent des femmes défilant sans foulard dans les rues des grandes villes. Face aux forces de police, elles montrent un courage incroyable et inimaginable il y a encore quelques mois.

Les 15 et 16 octobre, un incendie a eu lieu dans l'infâme prison d'Evin à Téhéran. Les médias d'État ont annoncé qu'une « tentative d'évasion » était en cours, et que « l'unité d'élite de la police avait été envoyée ». Cela a réveillé le triste souvenir du massacre de neuf leaders de la gauche révolutionnaire pendant les dernières années du régime monarchique. Les réactions de la population ont été spectaculaires : des familles, des proches, des gens ordinaires, des jeunes... ont pris le chemin de la prison, provoquant des embouteillages monstres. Cette mobilisation s'est transformée en manifestation hostile au régime, scandant le slogan devenu désormais central : « À bas la République islamique, mort au dictateur ». Au bout d'une nuit de confusion, d'incendie et de bruit d'armes automatiques, le calme est revenu. Aucun des prisonniers politiques connus ne faisait partie des huit morts officiellement déclarés par les forces de sécurité.

Des grèves très politiques

La grève, très politique, dans l'industrie du pétrole, a été réprimée avec plus de 250 arrestations et des brutalités inouïes à l'encontre des grévistes arrêtés. Bien qu'ayant reçu une « prime surprise » égale à plusieurs mois de salaire, les travailleurEs de la sucrerie de Haft-Tappeh ont fait une grève de solidarité avec le mouvement. Ceux de l'Acierie nationale de Khouzestan, au sud-ouest de l'Iran, ont annoncé leur intention de faire grève pour réclamer de meilleures conditions de vie, ainsi que pour protester contre la répression en cours des manifestations...

Pendant les cinq dernières années, ces deux usines ont été à la pointe des mouvements revendicatifs, et sont aguerries dans les affrontements avec les forces de sécurité.

Internet étant coupé par intermittence et ayant un débit très lent, les informations recueillies sont parcellaires, et les vérifier prend du temps. Mais une chose est sûre : ces grèves témoignent qu'un début de convergence commence à se produire avec les luttes des lycéenEs, étudiantEs, enseignantEs en grève, qui mènent la vie dure aux forces de sécurité dans les rues de grandes villes.

Bahman Ajam

BRÉSIL Alerte face au danger d'une victoire de Bolsonaro

Quelques jours avant le second tour de l'élection présidentielle au Brésil, nous publions des extraits d'un article de Valerio Arcary mis en ligne le week-end dernier sur esquerdaonline.com.br.

L'honnêteté constitue le socle de la confiance politique. Être de gauche, c'est adhérer à l'espoir passionné qu'il est possible de changer le monde. Mais l'optimisme ne doit pas nous aveugler. Le réalisme est la condition de la clairvoyance révolutionnaire. Le moment est venu de lancer une alerte.

Rien n'est joué

Les derniers sondages indiquent que Lula est en tête avec 49% contre 45%. Toutefois, Bolsonaro bénéficie d'une hausse d'un point par rapport à la semaine passée (44%), selon le sondage de Datafolha. En tenant compte de la marge d'erreur, il y a une égalité « technique ». En d'autres termes, c'est l'imprévisibilité qui règne. Les calculs de probabilité basés sur l'évaluation statistique confirment un léger avantage pour Lula. Mais huit jours, c'est une éternité dans ce type de lutte politique. Ce que les sondages suggèrent, c'est que la course est encore ouverte. Lula a remporté le premier tour avec 57 millions de voix, c'est certain. Un renversement, bien que peu probable, n'est pas impossible. Deux rejets (désaveux) s'affrontent. Celui de Bolsonaro se situe à 51% contre



WIKIMEDIA COMMONS

46% contre Lula. Par contre, 38% approuvent le gouvernement et seulement 39% le rejettent. Six terrains de lutte nous attendent. Les six dépendent de la conduite de la campagne et de Lula lui-même : (a) la tactique politique ; (b) l'extension des déclarations de soutien à Lula ; (c) les manifestations au côté de Lula dans les rues, avec mobilisation de masse ; (d) l'intensification des publications sur les réseaux sociaux ; (e) les programmes ayant un impact à la radio et à la télévision ; (f) la performance de Lula dans le

débat final le 28 octobre. Tout va énormément compter. Mais l'engagement militant est la variable qui peut faire la différence. Un militantisme conscient n'a pas besoin d'un excès de fanfaronnade. La victoire de Lula n'est pas garantie. Il est possible de gagner, mais il faudra se battre avec acharnement.

Une bataille totale

Des élections contre un fasciste ne seront jamais « normales ». Les fascistes ne respectent rien. Le bolsonarisme a consolidé un courant

politico-idéologique d'extrême droite. Le sondage Datafolha établit que 28% des électeurs et électrices sont acquis aux idées néofascistes. Ils englobent un « conglomérat » formé de secteurs de la bourgeoisie auxquels s'ajoute la petite bourgeoisie propriétaire, une majorité de la classe moyenne occupant des postes de direction dans le secteur privé et public, des franges de la classe ouvrière à revenus moyens, ainsi que des secteurs populaires organisés par les Églises néopentecôtistes. Ce sont elles qui entraînent les secteurs de masse « anti-PT » au moyen du lavage de cerveau du Lava Jato [thème de la corruption contre Lula], et non l'inverse. La force considérable de Lula réside dans l'identité de classe. Une majorité populaire est en mouvement parce qu'elle fait confiance à Lula. Il y a une histoire de quarante ans qui s'étend sur deux générations. Sans Lula, la gauche brésilienne n'aurait eu aucun moyen de se présenter à cette élection avec une possibilité de victoire. Les mobilisations du second tour sont plus importantes qu'avant le premier tour.

Notre faiblesse s'exprime dans l'incontournable difficulté à mobiliser quand Lula n'est pas présent. Mais la victoire dépend aussi du programme. Il faut dénoncer la menace fasciste pour ce qu'elle est : la vie d'une génération est menacée. Il est nécessaire de lutter contre le danger d'une augmentation du taux d'abstention en garantissant la gratuité des transports publics [lors des votes]. Mais surtout, il faut insuffler une volonté inébranlable de gagner. La dernière semaine est le moment de l'offensive totale.

Valerio Arcary

CHINE: LE POINT DE BASCULE



Le XX^e congrès du Parti communiste chinois représente très symboliquement un point de bascule: la rupture annoncée avec l'ordre politique instauré au tournant des années 1980-1990 sous l'égide de Deng Xiaoping est maintenant consommée. Xi Jinping s'est octroyé un pouvoir personnel sans précédent dans l'histoire de la Chine contemporaine. Le point de bascule s'entend dans un sens

plus général aussi. Sous ses précédents mandats, la Chine de Xi Jinping a bénéficié de conditions exceptionnellement favorables à sa croissance et à son expansion internationale, jusqu'à devenir la deuxième puissance mondiale, très loin devant la Russie. Cela change. Elle était au cœur de la mondialisation marchande qui patine aujourd'hui et ne se remet pas du coup porté par la pandémie Covid-19. Inflation hors

contrôle et instabilité financière font craindre une récession généralisée. Les États-Unis sont de retour en Asie-Pacifique après une longue période d'impotence dans cette région. Le conflit interimpérialiste s'aiguise sur tous les terrains, dont celui de la haute technologie (les semi-conducteurs). Dans ce contexte, les tensions intérieures deviennent de plus en plus difficiles à gérer...

Un dossier réalisé par Pierre Rousset

Les principaux rivaux de Xi Jinping ont été priés de prendre leur retraite et ne sont pas reconduits au nouveau comité central de 205 membres, renouvelé à 65%. De coutume, l'âge limite d'élection à une direction du parti est fixé à 68 ans (Xi pour sa part en a 69 et s'apprête à vivre encore de très longues années à la tête du PC). Wang Yang (67 ans) a néanmoins été évincé bien qu'il soit président de la Conférence consultative politique du peuple chinois (un organe composé de «partis démocratiques», à savoir des fronts catégoriels du PCC, qui permet des échanges informels); pour les pékinologues, il était jugé trop libéral sur le plan économique.

Il faut cependant se garder de trop rationaliser les conflits fractionnels au sein de l'appareil du parti. Il s'agit souvent de luttes de pouvoir bien plus que d'orientation. Ou du moins il faut éviter de les élever à une confrontation entre «réformistes» (Li Keqiang, Wang Yang...) et «conservateurs», en attendant des premiers qu'ils combattent les seconds. Les espoirs placés en Deng Xiaoping pour qu'il démocratiser le pays au profit de la population se sont révélés dramatiquement illusoires avec la répression sanglante des mouvements sociaux en 1989. Depuis cette date, trois blocs se sont constitués autour des secrétaires généraux Jiang Zemin, Hu Jintao et Xi Jinping. Aucun n'a jamais mis en cause la dictature du parti sur la société ni envisagé la possibilité qu'existe une opposition politique organisée, même si les deux premiers pouvaient tolérer des dissidences individuelles.

La particularité de Xi est d'avoir purgé les cliques ou fractions rivales, comme il a purgé l'armée et les services secrets. Le XX^e congrès a été l'occasion de parachever sa mainmise sur l'appareil du parti-État.

UNE CONTRE-RÉVOLUTION POLITIQUE DANS LA CHINE CAPITALISTE

Rien n'indique, au sortir du XX^e congrès, que Xi Jinping a pris la mesure de l'ensemble des problèmes, tout occupé qu'il est à consolider son emprise sur l'État.

La capacité du pouvoir à piloter le développement économique a longtemps représenté un atout important dans l'envol de la Chine. Cependant, le nouveau régime politique façonné par Xi risque dorénavant de s'avérer un dangereux handicap.

Monolithisme interne

Les réformes de Deng Xiaoping initiées dans les années 1980-1990 visaient à engager la Chine post-maoïste dans la voie capitaliste en assurant la «bourgeoisification» d'un pan de la bureaucratie et, d'autre part, en dotant le pays d'un régime politique stable, au profit des élites. Un fonctionnement collégial à chaque niveau de direction et le renouvellement régulier des organes dirigeants devaient, notamment, empêcher la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme. Durant ses deux premiers mandats, Xi Jinping s'est employé à instaurer une gouvernance opposée point à point à celle que Deng



avait promue. Le XX^e congrès du PCC a été l'occasion de parachever ce que l'on peut appeler une contre-révolution politique dans la Chine capitaliste. Xi entame

son troisième mandat à la tête du PCC, alors qu'auparavant nul ne pouvait rester en poste plus de deux mandats de cinq ans successifs. Tout en plaçant ses

proches à des postes clés, Deng se contentait d'être président de la commission militaire centrale. Xi est tout à la fois président de cette commission, secrétaire

général du parti et président la République populaire. Doté de sept membres, le comité permanent du bureau politique constitue le cœur du pouvoir au sein du PCC. Il devait traditionnellement intégrer un minimum de pluralisme fractionnel et le successeur désigné du secrétaire général. La question de la succession ne se pose pas, puisque Xi compte bien assurer d'autres mandats — il endosse aujourd'hui l'habit d'un triple Numéro 1 à vie.

Mainmise sur l'appareil du parti-État

Li Keqiang siégeait (sans peser) au comité permanent au titre de Premier ministre. Il n'est pas reconduit. Il est un proche de Hu Jintao, le précédent secrétaire général du PC — ce même Hu qui a été (apparemment sans son consentement) extirpé de la tribune par deux hommes en noir lors de la session de clôture du congrès — un spectacle assez étrange dans une cérémonie où tout est minutieusement réglé. Par ailleurs, Xi veut marginaliser dans la gouvernance du pays l'administration (une autre contre-réforme) que Li incarnait. La prééminence du parti était certes précédemment assurée, mais la pluralité des centres d'autorité donnait de la souplesse au système et permettait à la population de s'adresser à plus d'un interlocuteur. L'autorité du parti doit être dorénavant exclusive.

Intronisation constitutionnelle

Des modifications constitutionnelles ont été introduites pour élever encore le statut personnel de Xi Jinping et de sa «pensée». Le congrès a approuvé des amendements, dont les «Deux Établissements» et les «Deux Sauvegardes», visant à inscrire Xi au cœur du parti et sa pensée politique comme idéologie sous-jacente. Critiquer Xi ou mettre en doute la validité de son discours devient une atteinte à la Constitution!

Le culte de la personnalité de Xi atteint des sommets délirants, comme celui de Mao à l'aube de la Révolution culturelle (1966-1969). La résolution adoptée lors de la réunion plénière du comité central de novembre 2021 affirmait déjà, concernant Xi, que les temps présents représentaient «l'épopée la plus magnifique de l'histoire de la nation chinoise sur des millénaires», «le socialisme à la chinoise [étant] entré dans une nouvelle ère» depuis son accession au pouvoir. Mais aussi que sa «pensée est la quintessence de la culture et de l'âme chinoises», dont la présence au «cœur» du parti «est d'une importance décisive [...] pour promouvoir le processus historique du grand renouveau de la nation chinoise». À l'origine du culte de Mao se trouvait la volonté d'opposer une autorité chinoise au culte de Staline qui servait à régimenter l'Internationale communiste, mais une fois que l'on a une telle

RESTENT LES PROBLÈMES, NOTAMMENT ÉCONOMIQUES

Xi Jinping réélu, restent les problèmes auxquels son régime va être confronté.

Deux chiffres illustrent le chemin parcouru par la Chine :

- La Chine et les États-Unis trustent plus de la moitié des milliardaires dans le monde. En 2021, ils étaient 1058 pour la Chine (32,8% du total mondial) et 696 pour les États-Unis (21,6%) (Hurun Global Rich List 2021).

- Il en va de même concernant les entreprises figurant dans le classement « Fortune Global 500 » (2020). En tête, la Chine avec 124 entreprises (24,8% du total) talonnée par les États-Unis avec 121 entreprises (24,2%).

Un dynamisme économique qui s'épuise

Mais le dynamisme économique interne de la Chine s'épuise si l'on croit les données suivantes, pour une part tirées d'un article de la journaliste Helen Davidson (*le Guardian* du 20 octobre) :

- Chute de la croissance du produit intérieur brut. Après avoir doublé de 2012 à 2021, la croissance ralentit fortement au point que, pour la première fois en trente ans, elle a été inférieure à celle de la région Asie-Pacifique.

- Les inégalités sociales. Durant la même période, selon les chiffres de la Banque mondiale, le revenu national brut par habitant

a lui aussi doublé pour atteindre 11 890 dollars en 2021. L'an dernier, le PCC a déclaré avoir éradiqué la pauvreté absolue dans le pays. Néanmoins, les inégalités de revenus restent élevées et l'épidémie de Covid a eu de nombreuses implications pour les travailleurEs chinois, en particulier celles et ceux qui migrent vers les villes loin de leur village d'origine. Le niveau de protection sociale étant très faible, les ménages sont conduits à épargner au maximum. Le taux de chômage structurel dépasse les 5% depuis 2019. Selon le Bureau national des Statistiques, il a atteint en 2019 le niveau record de 19,9% concernant la tranche d'âge des 16-24 ans.

- La crise du marché immobilier. Le secteur immobilier a capté une grande partie des investissements. Selon l'économiste Mary-Françoise Renard (*The Conversation*, 18 octobre), au sens strict, il représente 14% du PIB, mais 30% si l'on inclut les secteurs concernés en amont (le ciment ou l'acier par exemple) et en aval (la décoration, l'ameublement). L'interdépendance est très forte entre ces secteurs, ce qui les fragilise en cas de difficultés. C'est précisément ce qui arrive aujourd'hui. L'urbanisation et la

nécessité d'être propriétaire pour pouvoir se marier ont stimulé la demande, mais encouragé aussi la spéculation et la surproduction. La crise immobilière a des conséquences sociales profondes : nombre de personnes ont placé leurs économies dans l'achat d'appartements qui ne seront peut-être jamais construits ou dans des villes nouvelles qui resteront fantomatiques. Elle se répercute sur le secteur financier tout entier et une crise de la dette menace. Le gouvernement national ou les gouvernements locaux interviennent parfois massivement pour éviter la faillite des promoteurs, mais cela ne règle rien au fond.

- La crise démographique. Elle se dessine en Chine, comme dans une grande partie de l'Asie orientale. Malgré tous ses efforts, le pouvoir n'a pas réussi à inverser la tendance à la baisse des taux de natalité ; en 2021, il est tombé à son niveau le plus bas depuis 61 ans, les jeunes dénonçant le coût élevé de la vie, l'inégalité des rôles entre les sexes, la stagnation des perspectives de carrière et le manque de services d'aide à la maternité. De moins en moins de personnes se marient chaque année.



DR

LES HOMMES LIGES

La liste des sept nouveaux membres du comité permanent du Bureau politique montre à quel point la loyauté personnelle à Xi est ce qui compte avant tout pour gagner le saint des saints. Outre Xi Jinping, il comprend, dans l'ordre protocolaire :



Li Qiang (63 ans). Secrétaire du parti à Shanghai, une métropole qui a été le tremplin de bien des carrières nationales, il y accède pour la première fois. Particularité : c'est sous son autorité que la mise en œuvre particulièrement brutale et rigide de la politique « Zéro Covid » a eu des conséquences économiques désastreuses et a provoqué de fortes résistances populaires. Un incompetent notoire, mais qu'importe, il est un compagnon de route familier de Xi (il était avec lui en 2004-2007 dans la province du Zhejiang dont Xi était alors le patron).



Zhao Leji (65 ans). Une cheville ouvrière de l'État policier qui a mis ses pouvoirs au service de Xi. Il a été à la tête du principal organisme de surveillance anti-corruption du parti, la Commission centrale d'inspection de la discipline, et a dirigé le département de l'Organisation, qui supervise la nomination des hauts fonctionnaires.



Wang Huning (67 ans). Ancien universitaire, il est l'idéologue en chef de Xi Jinping, son conseiller en matière d'idéologie, de propagande et de politique internationale. Adeptes du « néo-autoritarisme », il préconise un État fort et centralisé pour contrer l'influence étrangère et s'oppose au principe de direction collective (défendue par Deng).



Cai Qi (66 ans). Secrétaire du parti à Pékin, son entrée au comité permanent est une surprise pour les pékinologues. Il a été l'un des principaux défenseurs de la politique « Zéro Covid » adoptée par Xi et a supervisé les Jeux olympiques d'hiver de 2022.



Ding Xuexiang (60 ans). Peu connu du public. Homme de confiance de Xi Jinping, il était son secrétaire politique en 2007 quand ce dernier dirigeait le parti à Shanghai et l'a suivi, devenant secrétaire privé et garde-barrière lorsqu'il a pris la tête du pays.



Li Xi (66 ans). Membre de longue date du cercle intime de Xi. Il a gravi les échelons du parti dans diverses provinces. Il est aujourd'hui chef du parti au Guangdong (où se trouve Canton), étant responsable du développement de la région de la Grande Baie, le plan directeur de Xi pour une puissance économique qui intègre neuf villes chinoises avec Hong Kong et Macao.

En matière de pouvoir personnel, Xi Jinping est souvent décrit comme un nouveau Mao Zedong. C'est une erreur d'optique. Non seulement ils appartiennent à deux époques historiques différentes, mais l'équipe qui a accédé au pouvoir dans le PCC en 1935, durant la grande retraite de la Longue Marche, n'était pas constituée d'hommes liges, tant s'en faut. Mao a su rassembler des cadres éprouvés, de fortes personnalités, souvent à la tête de corps d'armée, venus d'horizons variés. Plusieurs d'entre eux s'étaient même opposés à lui lors des multiples batailles fractionnelles qui avaient déchiré le PCC.



DR

LES CONFLITS INTER-IMPÉRIALISTES

Le recentrage asiatique accompli par Joe Biden et l'invasion russe de l'Ukraine sont de fort mauvaises nouvelles pour Xi Jinping. Il n'est pas possible de développer cette question dans le cadre de ce dossier, mais la période d'expansion triomphaliste de la puissance chinoise semble close. Xi n'a pas réussi à obtenir de Poutine qu'il infléchisse sa politique jusqu'au-boutiste alors qu'elle risque d'avoir d'importantes conséquences sur l'influence chinoise en Europe orientale et occidentale.

Les Philippines, après le retour au pouvoir du clan Marcos, resserrent leurs liens avec Washington. Dans le Pacifique sud, Pékin avait signé un accord stratégique aux îles Salomon — elles ont néanmoins intégré le 20 septembre l'initiative dite de « Partenariat américain pour le Pacifique » auquel participent déjà quinze États de la région, dont les îles Cook et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Malgré des investissements considérables, la Chine n'arrive pas à combler son retard dans le domaine clé des semi-conducteurs haut de gamme. Joe Biden fait dorénavant tout pour l'empêcher d'acquiescer ou de développer certaines technologies de pointe. Cependant, le degré d'interdépendance des économies reste tel que la « déchirure » sino-étatsunienne ne va pas de soi. Les entreprises transnationales du bloc occidental voient d'un très mauvais œil le renforcement du contrôle politique exercé par Pékin sur les investissements, mais ne veulent pas non plus réduire leurs profits en relocalisant leur production aux États-Unis comme l'exige Biden... Xi Jinping a rompu tous les canaux de coopération avec Washington, y compris en matière de santé ou de changement climatique — des domaines qui devraient pourtant échapper aux logiques d'affrontement entre puissances. Sa « pensée » ne va pas jusqu'à assimiler deux des crises majeures qui menacent le monde.

arme entre les mains, on s'en sert aussi pour régler des comptes ou renforcer sa main dans les combats fractionnels, qu'ils aient un contenu politique (ils en avaient souvent à l'époque) ou pas. Quant à la « pensée », celle de Xi n'est pas dans la continuité de celle de Mao. Bien qu'il n'ait jamais réussi à apprendre une langue étrangère et n'ait pas voyagé comme l'ont fait tant de révolutionnaires asiatiques, Mao lisait ce qu'il trouvait en traduction, et « subissait » de multiples influences intellectuelles, chinoises, régionales ou occidentales. Ses œuvres officielles sont plutôt rébarbatives, mais de nombreux documents internes du parti ont été rendus publics durant la Révolution culturelle et s'avèrent bien plus vivants. N'étant pas sinologue, on hésitera à s'aventurer en ce domaine, mais certains jugent qu'il avait une conception de l'histoire imprégnée de taoïsme ; toujours est-il qu'il était convaincu que les sociétés n'évoluent que sous l'impact de ses contradictions internes et donc des luttes sociales. Invoquer les contradictions peut évidemment conduire au meilleur comme au pire, ce qu'illustre l'histoire du « Grand Timonier »...

Masculinisme

Le comité permanent du bureau politique ne comprenait aucune femme ; cela reste le cas. Cependant, depuis 1997, il y en avait toujours une au BP (et même deux, durant une courte période). Un système de quotas avait été établi exigeant la présence d'au moins une cadre à tous les niveaux inférieurs de direction, ce qui a contribué à alimenter un flux faible, mais régulier de candidates.

Aujourd'hui, le bureau politique (24 membres) est intégralement masculin, Sun Chunlan, dite la tsar du Covid, n'a été ni réélue ni remplacée. Selon la journaliste du *Guardian* Emma Graham-Harrison, en plus de 70 ans, elle était l'une des trois seules femmes à être montée aussi loin dans l'appareil du parti sur la base de son activité propre, sans être l'épouse d'un homme puissant ou un « outil de propagande » ! Le bruit courrait pourtant qu'une autre femme serait intégrée au BP (les noms de deux candidates circulaient). Sur une liste de 205 membres du nouveau comité central avec droit de vote rendue publique le 22 octobre ne se trouvaient que 11 femmes. Le PCC a près de cent millions de membres, mais moins d'un tiers sont des femmes et cette proportion décline à chaque étape de la hiérarchie. Quand Xi Jinping a commencé à réprimer systématiquement les organisations de la société civile, il a particulièrement ciblé des féministes qui, pourtant, ne représentaient aucun danger. De façon générale, le durcissement du pouvoir de Xi s'accompagne d'une évolution proprement réactionnaire sur les questions dites de société. Pour accroître le taux de fécondité sur le déclin, il exerce une pression à l'encontre de la jeunesse qui résiste à ses injonctions. On peut craindre dans ces conditions que les droits reproductifs ne soient un jour remis en cause.

Comme conclut Emma Graham-Harrison, « une chose que l'on peut affirmer sans risque, c'est qu'en l'absence de femme à la direction, les questions relatives aux femmes seront sous-représentées. »

RÉPRESSION Victoire pour Anthony Smith, camouflet pour Élisabeth Borne

Le 20 octobre 2022, le tribunal administratif de Nancy a annulé la sanction disciplinaire infligée en août 2020 à Anthony Smith, inspecteur du travail de la Meuse et responsable CGT.

Anthony avait été suspendu en avril 2020 par Muriel Pénicaud après avoir demandé à des employeurs de justifier des mesures de prévention contre le Covid-19 (comme nombre de ses collègues) et saisi un tribunal pour ordonner la mise à disposition d'équipements de protection, dont des masques, pour les salariées d'une association d'aide à domicile financée par le conseil départemental. Accusé d'avoir « brouillé la stratégie du ministère du Travail en vue du maintien de l'activité des entreprises » pendant le confinement du printemps 2020, il avait ensuite été muté dans la Meuse par Élisabeth Borne, ministre du Travail de l'époque.

Atteinte à l'indépendance de l'inspection du travail

La victoire est totale contre elle et ceux qui avaient monté le dossier, le directeur général du travail et son adjoint, Yves Struillou et Laurent Vilboeuf, déjà condamnés il y a quelques jours pour diffamation d'une inspectrice du travail. Le tribunal ne se contente pas de dire que la sanction est disproportionnée, il établit qu'Anthony n'a fait que son travail et a agi selon ses prérogatives. Encore mieux : l'atteinte à l'indépendance de l'inspection du travail, pourtant garantie par une convention internationale, est reconnue et il est écrit noir sur blanc que ce sont les instructions de sa hiérarchie qui ont entravé son action et la conduite de ses contrôles.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Il faut dire que celle-ci n'avait pas lésiné : entre collusion avec le conseil départemental pour obtenir la mise à l'écart d'Anthony et interventions directes dans les entreprises par-dessus l'inspection du travail dans le but d'accélérer la reprise d'activité, elle s'est mise docilement au service du patronat. C'est bien plutôt la mission de l'inspection du travail que notre hiérarchie s'est appliquée à brouiller auprès des salariéEs, en l'utilisant comme appendice de la doctrine sanitaire du gouvernement.

La mobilisation unitaire, large et ouverte, en soutien à Anthony, qui n'a jamais failli pendant plus de deux ans et qui avait déjà obtenu un amoindrissement de la sanction, s'en trouve récompensée. Pour le personnel du ministère du Travail, c'est une énorme bouffée d'oxygène et un formidable encouragement à poursuivre le combat quotidien pour la défense d'une inspection du travail au service des travailleurEs.

Comité inspection du travail Île-de-France

RAFFINERIE DE DONGES (44) « La bataille des salaires ne fait que commencer »

Interview de David, délégué syndical CGT de la Raffinerie de Donges (44).

Peux-tu revenir sur ce qui a motivé le démarrage de la grève à Donges et dans toutes les raffineries en septembre ?

Le contexte de forte inflation des prix de près de 7 % conjugué aux bénéfices pharaoniques du groupe TotalEnergies ont conduit la CGT à appeler à une première journée de grève lors de la négociation salariale de la Branche pétrole le 27 septembre dernier. La proposition patronale d'une augmentation de 4 % des salaires en 2023 a fait réagir les salariéEs des sites de Normandie, Oudalle, La Mède, Feyzin et Flandres qui ont voté la grève reconductible. À Donges, nous avons fait les trois premiers jours de grève puis suspendu le mouvement. Le collectif de travail avait besoin d'une prise d'élan avant une reprise en reconductible à partir du 12 octobre. Sur le site de Grandpuits, les expéditions ont été bloquées plusieurs jours par semaine.

Les revendications des travailleurs en grève, soutenues par la CGT, étaient claires : une revalorisation salariale immédiate à hauteur de 10 % pour 2022, l'embauche des salariéEs en contrats précaires, intérimaires et CDD, puis un plan d'investissement chiffré pour nos sites afin de répondre aux enjeux environnementaux et aux besoins des populations. Nos camarades des plateformes d'ExxonMobil étaient eux aussi en grève avec des revendications assez similaires.

Comment a fonctionné la grève : AG, réunion intersyndicales, manifestations, relation avec les autres raffineries, avec d'autres boîtes autour ?

L'historique social des sites pétroliers fait que les travailleurEs, et



NPA

notamment ceux exerçant des activités de production, sont familiers des AG du personnel et des prises de parole en début de poste de travail. Ce sont des espaces d'échanges qui s'ajoutent aux AG des grévistes et des syndiquéEs CGT.

Notre fédération et notre coordination CGT TotalEnergies nous ont permis d'échanger entre sites afin de planifier des temps forts dans la mobilisation. L'interpro est également un élément de soutien essentiel. À Donges, nous avons réuni 200 militantEs, certains de SUD ou de FO, d'autres d'ATTAC, ou bien du NPA, de la FI ou du PC, le vendredi 14 octobre. Le 18 octobre, nous nous sommes réunis avec les travailleurEs sous-traitants des entreprises présentes à la raffinerie. Nous défendons un site, un statut face à un patronat qui met les travailleurEs en concurrence et use de contrats commerciaux au rabais qui impactent les conditions sociales du collectif de travail. La bataille des salaires ne fait que commencer.

Quel impact des réquisitions, de la répression en général ?

Les réquisitions sont un outil gouvernemental au service du patronat pour casser la grève. Elles constituent une forme de travail forcé, utilisées contre les salariéEs, contre leur seul recours

de défense véritablement efficace qu'est la grève. On voit ici à l'œuvre le néolibéralisme autoritaire de Macron qui réquisitionne des grévistes mais pas les profits du CAC 40. En attendant, imaginer ou voir des collègues grévistes aller au boulot entre deux flics a fini de convaincre certains non-grévistes d'entrer dans le mouvement.

Quel contenu de l'accord CFDT-CGT/direction ?

Les directions de la CFDT et de la CGC ont montré à trois reprises lors de ces grèves à quel point elles œuvraient pour les patrons et le gouvernement. Par trois fois, elles sont venues à leur secours en apposant leurs signatures à des accords largement en dessous des revendications des salariéEs : à la Branche pétrole, puis chez ExxonMobil et enfin chez TotalEnergies. Cette collaboration sociale est écœurante et vécue comme une énième trahison par bon nombre de grévistes.

L'accord salaires 2023 signé par la CFDT et la CGC dans l'urgence chez TotalEnergies ne répond pas à l'inflation 2022 et semble faire abstraction des 18,8 milliards de dollars de bénéfices pour le seul premier semestre 2022, et du fait que les actionnaires viennent de toucher 2,6 milliards de dividendes bonus ! Il contient tout de même une augmentation plancher pour les plus bas salaires. Nul doute que sans la mobilisation, cette mesure n'aurait pas figuré à l'accord. Nous avons arraché le minimum possible de ce que pouvait céder une entreprise multimilliardaire, qui a fait le choix du tout pour l'actionnaire au mépris des salariéEs.

Comment expliques-tu les différences de réactions dans les raffineries (reprise du boulot pour certaines, continuation pour d'autres) ?

Une fois l'accord signé, les salariéEs grévistes de Donges ont choisi d'éviter les risques d'enlèvement et de délitement du collectif alors que les possibilités de négocier semblent désormais bloquées avec la direction générale.

Si les collectifs de travail sont sensiblement les mêmes d'un site à l'autre, le vécu récent diffère. Certains sites ont connu des investissements structurels quand d'autres subissaient des plans de licenciements. Les revendications locales ne manquent pas et c'est le choix qu'ont fait certains salariéEs de poursuivre la grève sur cette base. À Donges, en avril dernier, une grève locale de trois semaines portait sur les embauches, la réinternalisation des métiers sous-traités et la reconnaissance des qualifications. Ce sont notamment ces revendications qui sont aujourd'hui portées à Normandie et Feyzin.

Comment vois-tu la suite notamment autour des dates du 27 octobre et du 10 novembre ?

On peut regretter, au niveau national, que la bataille des salaires n'ait pas suffisamment fait l'objet d'un mot d'ordre commun, qui aurait pu être la ré-indexation des salaires sur l'inflation. Mais les prochaines dates serviront de point d'appui aux nombreux secteurs actuellement en grève et permettront à notre camp de se préparer aux prochaines attaques gouvernementales.

Propos recueillis par Robert Pelletier

SALAIDS DE GRÉVISTES !



DR

GEODIS GENNEVILLIERS

Grève pour les salaires

Depuis lundi 17 octobre, les ouvrierEs de Geodis sont en grève reconductible, qui paralyse cette plateforme logistique, située sur le port de Gennevilliers et stratégique pour le groupe Geodis. La grève est ultra-majoritaire parmi les ouvrierEs du quai, mais pour le moment très peu de salariéEs des bureaux les ont rejoints.

Les revendications : 150 euros d'augmentation générale mensuelle pour touTEs, une prime de vacances de 100 euros, une augmentation individuelle de 100 euros pour les salariéEs qui en ont été privés depuis 5 ans, et une prime de repas de 14,34 euros pour les salariéEs en équipe.

Une grève partie pour durer

Grosse détermination des grévistes, alimentée par l'annonce des bénéfices 2021 de ce groupe dont la SNCF est actionnaire : 948 millions d'euros ! Détermination décuplée par la découverte fortuite des feuilles de paie de deux cadres détachés sur le site : en plus de

leurs salaires mensuels dépassant les 25 000 euros, ils ont reçu une « prime objectif annuel » de 303 969 euros pour l'un et seulement 259 764 euros pour l'autre. C'est-à-dire 15 ans et 1 mois, et 12 ans et 10 mois, de salaire au SMIC, auquel sont assignés les ouvrierEs de Geodis. Et ces cadres ne font même pas partie des plus hauts dirigeants du groupe...

Jusqu'à maintenant, 23 octobre, seules réponses de la direction : promesse d'ouverture de NAO en janvier 2023 et... dépôt de plainte auprès du procureur pour prétendu vol de feuilles de paie. En fait, elle s'active pour tenter d'organiser un délestage des colis sur d'autres

centres Geodis en régions, en évitant les centres d'Île-de-France jugés trop proches de Gennevilliers.

On peut donc présager une grève partie pour durer ! La solidarité s'organise : caisse de grève, rassemblement devant le site à l'initiative de l'UL CGT le mardi 25 à 17 h 30.

L'objectif est aussi d'étendre le mouvement à d'autres sites Geodis, malgré les divisions syndicales, certains étant tentés de négocier, contre des primes, le délestage des colis sur leur site.

Correspondant

Chèques de soutien à l'ordre de CGT Geodis Calberson IDF, à envoyer à UL CGT, 3, rue Lamartine, 92230 Gennevilliers.

GRÈVE DU 18 OCTOBRE À la SNCF, un premier coup de semonce

Mercredi 12 octobre, Macron pensait réussir un double coup de génie : isoler les raffineurs en grève en s'appuyant sur l'opinion publique et mettre fin à la grève par les réquisitions. Mais rien ne s'est passé comme prévu pour le gouvernement.

Le soutien aux grévistes de TotalEnergies et d'ExxonMobil, en lutte pour des augmentations de salaires, s'est largement répandu, poussant même certains à se joindre à leur tour au combat. Bref, le climat social s'est brusquement réchauffé et les organisations syndicales ont saisi la balle au

bond en appelant à une journée de grève interprofessionnelle le 18 octobre, sans que personne ait pu le prévoir moins de 24 heures plus tôt.

L'envie d'un « Tous ensemble »

La direction de la SNCF a déclaré de forts taux de grévistes : 30 % à l'exécution et

Plus de 60% de grévistes d'après la CGT Éduc, des LP «morts» et des débrayages d'élèves. Autant dire que de grosses majorité de professeurEs étaient en grève, du moins parmi les titulaires. Les LP détiennent en effet, entre autres records, celui du nombre d'enseignantEs contractuels, 16% contre 9% dans l'ensemble du second degré. Et c'est évidemment une moyenne qui explose suivant les académies (Créteil et Versailles par exemple) et suivant les disciplines. Dans les disciplines professionnelles, il peut y avoir jusqu'à 40% d'enseignantEs contractuels, en particulier dans les «métiers d'art».

La coupe déborde

Cette troisième réforme en 14 ans fait déborder la coupe du ras-le-bol pour les profs de LP, déjà bien remplie par la dégradation des conditions de travail due à l'augmentation du nombre d'élèves dans les classes, et la perte de sens pour les élèves en lien avec l'amaigrissement des contenus des programmes. En effet avec la réforme de 2009, les élèves de bac pro ont perdu un quart de leur temps de formation et 30% des heures d'enseignement général, 20% des heures d'enseignement professionnel avec la réforme de 2019, dont aucun bilan n'a été tiré!

LYCÉES PROFESSIONNELS

Une première mobilisation qui en appelle d'autres

Le 18 octobre, comme il était prévisible, et souhaitable car cela montre qu'il y avait du monde venu des autres secteurs, la grève des lycées professionnels n'a pas eu beaucoup de visibilité dans le champ médiatique. Et pourtant c'était une mobilisation historique.

En 2017, les LP qui l'étaient ont perdu la classification Éducation prioritaire, avec la double peine : plus d'élèves par classe et moins d'heures pour doubler les cours. Donc des conditions d'études profondément dégradées pour des élèves qui ont besoin de temps et d'attentions spécifiques pour surmonter leurs difficultés. Résultats : augmentation de l'absentéisme et du décrochage scolaire. Phénomène encore accentué par le fait que les élèves des LP viennent pour la plus grande partie d'entre elles et eux de familles parmi les plus précaires (ce qui justifie normalement le classement en Éducation prioritaire : « Donner plus à ceux qui ont moins »). Alors les jeunes travaillent de plus en plus, à côté, voire à la place des heures de cours... Pas

besoin d'expliquer longuement aux enseignantEs que cette nouvelle réforme va accélérer le mouvement avec le risque grandissant de disparition des LP. D'ailleurs, la semaine de la grève, a fuité l'annonce de la fermeture de six LP dans Paris intramuros : y aurait-il des opérations immobilières à réaliser aux dépens des lycéenEs de ces établissements ?

Mépris du ministère

La réponse du ministère à ce mouvement inédit a été l'affichage de son mépris : la ministre a maintenu l'agenda de sa réforme avec l'installation vendredi 21 de quatre pseudos « groupes de travail » pour avancer sur son projet de démantèlement. La CGT et la FSU ont refusé de participer à cette mascarade. Seule la mobilisation continue et

déterminée des enseignantEs, en lien avec les parents et les élèves, pourra imposer à Macron et sa ministre de renoncer à leur projet. Mais au-delà, elle permettra de poser la question de la refondation de l'enseignement professionnel, de ses conditions et de son cadre. En effet, ce qui commence à être porté par certaines organisations syndicales, c'est la revendication de vrais moyens pour permettre un lycée unique jusqu'à 18 ans et une allocation d'études pour touTEs les lycéenEs. C'est l'unique voie pour contrer l'approfondissement de la ségrégation sociale provoqué par la reproduction des rapports de classes existants. Une prochaine journée de grève est appelée par l'intersyndicale le 17 novembre.

Cathy Billard

SOINS À DOMICILE Chez Domidom, ne plus perdre sa vie à la gagner

Depuis mardi 18 octobre, les auxiliaires de vie de l'agence Domidom de Caen sont en grève illimitée. Elles sont une dizaine des 840 salariéEs que cette filiale d'Orpea compte dans toute la France, mais elles sont déterminées à gagner enfin correctement leur vie et réclament, entre autres, 500 euros mensuels d'augmentation.

Alors même s'il n'est pas évident de laisser les personnes âgées aux domiciles desquelles elles travaillent aux « bons soins » d'une direction aussi pingre envers ses clients que ses salariés, la grève tient toujours à l'heure où nous écrivons, une semaine après son début.



NPA

Une grève soutenue

Les grévistes tiennent leur piquet tous les jours devant l'agence, dans un quartier chic du centre ville de Caen. La proportion de passantEs qui s'arrêtent pour discuter une minute, ou glisser un mot d'encouragement est impressionnante. CertainEs déposent des viennoiseries, une dame âgée repasse exprès devant le piquet pour offrir des chocolats achetés au pâtisseries d'à côté. Tous ces gestes font du bien. Car en face, le patron montre surtout son mépris. À part l'augmentation des frais de trajet de 31 à 50 centimes du kilomètre — mais pour deux mois seulement —, il ne promet que des miettes : de 1 à 3% d'augmentation... mais à négocier une fois le travail repris ! Autant dire la garantie de rien. La direction parle de rembourser les dépenses de la pause repas du midi, de faire des notes de frais en somme. Pourquoi cela ? Parce qu'elle espère ne pouvoir les payer qu'aux grévistes de Caen. Alors qu'une prime de panier, c'est à l'ensemble des auxiliaires dans toute la France qu'il lui faudrait la donner... Les grévistes l'ont compris : leur grève pourrait bien ouvrir une brèche dans laquelle touTEs les autres salariéEs pourraient s'engouffrer. C'est sans doute ce que craint la direction. Entre une montée au siège de l'entreprise à Puteaux, des distributions de tracts sur les marchés, la publicité de la grève sur les réseaux sociaux et la prise de contacts dans d'autres entreprises de soins à domicile, elles ne manquent ni d'idées ni d'énergie pour étendre leur grève. Elles invitent à passer les soutenir sur leur piquet, 5, promenade du Fort à Caen, entre 8h30 et 17h. Vous pouvez également verser à la caisse de grève à l'adresse : <https://www.cotizup.com/auxiliaire-de-vie-en-greve>. Et, si vous connaissez des travailleuses de Domidom, les mettre en relation avec le Facebook des grévistes : Auxiliaire De Vie Caen.

Correspondant

MÉTROPOLE DE LYON Les agentEs de service de Perrache en grève

En grève depuis le 10 octobre, les 22 agents de nettoyage de la gare routière de Perrache ont la Métropole (de gauche) de Lyon dans le viseur.

Depuis leur piquet, au centre de la gare, les grévistes dénoncent un appel d'offres publié au cœur de l'été qui les condamne de manière quasi certaine au licenciement : en effet, la Métropole de Lyon, dirigée depuis 2020 par une majorité verte et rouge, a remis leur chantier sur le marché en réservant les candidatures aux seuls organismes d'insertion. Ce faisant, elle les prive du transfert automatique de leurs contrats de travail à la société entrante et met en péril leurs emplois.

Les agentEs ont une explication : « *L'an passé déjà nous avons dû lutter parce que leur propre contrôleur nous harcelait. Des plaintes avaient été déposées, ils n'avaient rien fait. Alors nous avons grévité, et*



NPA

ils ont fini par le faire partir, mais maintenant, ils nous le font payer». Cette première grève avait duré neuf jours¹ et, par voie de presse, avait éclaboussé toute la chaîne hiérarchique de l'agent problématique.

Maltraitance au cœur des administrations publiques

Mais pour comprendre la situation actuelle, il faut aussi remonter plus de trente ans en arrière quand l'administration externalisait les

missions de nettoyage. Elle condamnait alors les salariéEs à être ballotés au gré des appels d'offres entre des sociétés de nettoyage qui, pour rester concurrentielles, jouent sur leur seule marge de manœuvre : la « masse salariale ».

Aujourd'hui, et alors même que ces agentEs travaillent pour elle depuis des années (33 pour le plus ancien d'entre elles et eux), elle les écarte de leur chantier, sans préavis ni indemnités.

Dans une lettre ouverte adressée aux éluEs et responsables politiques qui composent l'exécutif métropolitain, la CNT-SO constate : « *Cette Métropole, non seulement ne pose aucun acte fort en matière de politique sociale pour s'écarter des précédentes majorités [...] mais persiste et signe en les exploitant de la pire des manières pour, ensuite, s'en débarrasser d'une ligne dans un appel d'offres».*

On ne le répètera jamais assez avec tous les salariéEs en lutte : « *La soustraction, c'est la maltraitance»*, dans le privé, comme dans nos services publics.

Marion (NPA 69)

¹ Voir l'Anticapitaliste n° 573 (17 juin 2021).

Pour en savoir plus : www.cnt-so.org

20,9% en maîtrise le 18 octobre, contre 26% et 18,6% le 29 septembre. Une journée spontanément mieux suivie, annoncée seulement cinq jours à l'avance, laissant moins de trois jours aux équipes militantes pour y appeler. Ce succès ne relève pourtant pas d'une « meilleure » préparation. L'ambiance générale dans le pays a poussé davantage de cheminotEs à se battre eux aussi. « *Les raffineurs ont ouvert la voie» ; « Il faut bloquer le pays » ; « C'est le moment d'y aller ».* Diverses formules exprimaient l'ouverture d'une fenêtre de tir qu'il fallait saisir : l'heure de la revanche avait peut-être sonné !

La question de la reconduction

À la SNCF, si la CGT et Sud Rail ont appelé à la grève le 18 octobre, aucun syndicat ne s'est prononcé fermement en faveur d'une reconduction dès le lendemain,

s'en remettant au mot d'ordre : « *Aux assemblées générales locales de cheminots de décider».* Sous couvert de démocratie, cette position bien timorée leur évitait d'engager un vrai bras de fer. Toute la question se résumait ainsi : un nouveau secteur rejoindra-t-il les raffineurs en grève reconductible ?

D'après la CGT, au soir du 18 octobre, 55 AG avaient décidé de reconduire la grève et 94 d'en rester à une seule journée. Cela révélait une situation inédite : malgré l'absence d'appel clair à la reconduction, plus d'un tiers des assemblées de grévistes ont voulu se donner les moyens nécessaires pour s'adjuger le rapport de force et arracher les augmentations. Les AG qui ont voté la reprise du travail auraient souvent pu basculer de l'autre côté, à quelques voix près. Au sein même de la CGT et de

Sud, de nombreux militants étaient très partagés. Preuve qu'une partie des grévistes, les plus sensibles à la combativité générale, durcissent le ton pour réaliser la contre-offensive dont le monde du travail a tant besoin.

Préparer la suite

Même si la reconduction généralisée de la grève n'a finalement pas abouti, tout ce qu'il s'est produit d'inédit dans cette séquence marquera les esprits : oui, il faudra que les AG dirigent les prochains mouvements ; oui, il s'agira d'engager un bras de fer « tous ensemble » en cherchant à densifier la mobilisation ; oui, nous avons besoin d'augmentations générales des salaires d'au moins 400 euros car les « primettes » saupoudrées ne suffisent plus. À la SNCF, le 18 octobre, encore trop peu de grévistes cheminots se sont réunis en



PHOTO THÉRIQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

assemblée générale — la Gare du Nord, à Paris, faisant figure d'exception avec plus d'une centaine de participantEs. Cet ingrédient a manqué cruellement. La suite

dépendra de la capacité des travailleuEs à prendre en main plus largement leur mouvement. Mais l'hiver s'annonce chaud.

CorrespondantEs



Les Nôtres

André Mesguen



Notre camarade André (Dédé) Menesguen, natif de Rostudel (29) nous a quittés en ce mois d'octobre. Il avait 71 ans. Ouvrier électromécanicien d'abord en région parisienne puis en Finistère à partir de 2004 à l'île Longue (à titre civil aimait-il à le préciser, lui qui tout en y travaillant était pour le désarmement nucléaire) a d'abord milité au PCF puis, en désaccord, à rejoint la LCR et le NPA. Fort connu pour son militantisme mais aussi sa gouaille et ses nombreux contacts, il fut plusieurs fois candidat du NPA, en plus de ses engagements associatifs et ses nombreuses activités dans la Presqu'île qu'il écuma avec constance dans la recherche (avec quelques succès) de parrainages pour Philippe Poutou en 2017 mais aussi en 2022. Même affaibli par son état de santé, nous l'avons retrouvé au meeting de Philippe à Brest pour la présidentielle 2022, toujours aussi déterminé dans son anticapitalisme et sa foi révolutionnaire! Toutes nos pensées attristées vont à sa compagne Maryse, à toutes et tous ses proches. Au revoir Camarade!

Le NPA 29

François Huvé



Notre camarade et ami François est décédé. Notre peine est immense. Défenseur acharné des vieilles pierres et du travail bien fait, sa réputation professionnelle et son intégrité ne faisaient pas toujours bon ménage avec le monde des affaires: il avait repris l'entreprise familiale de couverture et était perçu, dans le milieu du bâtiment, comme un « traître à sa classe » — disait-il amusé. François a rejoint le NPA dès 2009, avec son bagage de libertaire écolo. Électron libre, il a mis son empreinte sur notre groupe, impressionnant par son étude fouillée des enquêtes dites publiques, par sa volonté de réunir au-delà du NPA celles et ceux qui n'en peuvent plus du capitalisme. Actif avec les Déboulonneurs, enthousiaste avec les Gilets jaunes, militant infatigable des batailles contre l'agrobusiness, contre le nucléaire et son monde, il restera le compagnon des chemins parfois difficiles des luttes, le camarade des moments jousifs des petites victoires, l'ami des instants joyeux d'amitié partagée. Nous continuerons les combats, avec François dans nos pensées.

Ses camarades

INTERNATIONALISME Réunion publique avec le militant chilien Pablo Abufom

« **N**ous avons subi une défaite et nous devons absolument en comprendre les circonstances et les raisons », précise Pablo Abufom, rappelant que le projet de nouvelle Constitution intégrait des revendications pour lesquelles les organisations populaires ont lutté depuis plus de 30 ans, défaisant ainsi la réalité néolibérale et anti-démocratique de la Constitution en vigueur¹ et établissant une Constitution extrêmement démocratique et sociale.

Une secousse politique et sociale

Pour certains, ce qui a été rejeté ce n'est pas le projet de Constitution mais la version totalement défigurée et fautive qu'en a donnée la puissante propagande de la bourgeoisie de droite, hégémonique dans les médias. S'il y a une part de réalité dans cette explication, pour Pablo il faut aller plus loin dans l'explication et revenir sur l'ensemble du processus ouvert par la révolte du peuple chilien d'octobre 2019, il y a trois ans. L'explosivité et la profondeur de cette révolte ont remis en cause le système néolibéral dont le Chili a été l'un des premiers laboratoires. C'est pour cela que les élites chiliennes ont signé, dès le 15 novembre 2019, un « accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution ». Il leur fallait reprendre le contrôle de la situation que la violente répression policière et militaire avait radicalisée, et encadrer le mouvement dans un cadre institutionnel étroit. Cette offensive politique, jointe à la crise

Après le rejet de la nouvelle constitution au Chili, quelles sont les perspectives pour le Chili aujourd'hui? C'est le débat qu'a ouvert Pablo Abufom, membre de l'organisation anticapitaliste « Solidaridad », à l'invitation du NPA, à la librairie La Brèche, le 14 octobre, avec les camarades parisiens et chiliens présents.

du Covid, (très sous-estimée alors) ont contribué à déstabiliser et disloquer un mouvement qui ne n'a pas réussi pas à maintenir ses mobilisations et son auto-organisation. Certes, la secousse politique et sociale vécue alors s'est réfractée tant dans le référendum en faveur de la rédaction d'une nouvelle Constitution (80% en faveur en octobre 2020), que dans les résultats pour la Convention constituante, ou le vote d'un million de jeunes et de femmes, abstentionnistes au premier tour de la présidentielle, qui ont permis la victoire au second tour du modéré Boric contre le candidat d'extrême droite Katz.

Une Constitution sans la population?

Pourtant, insensiblement, la conjoncture a changé. De larges couches du peuple sont contraintes, à cause de l'approfondissement de la crise économique (inflation et chômage), de replonger dans la lutte individuelle pour la survie qui devient alors prioritaire. Le gouvernement Boric, incapable d'adopter les premières mesures pour stopper cette dégringolade des conditions de vie de la majorité, en a subi le discrédit qui s'est aussi porté sur la nouvelle Constitution. Les militantEs du mouvement social, qui avaient pensé mener la bataille constitutionnelle portés et entourés par un mouvement collectif



DR

comme celui qui a présidé aux premières semaines de la révolte, concentrés dans la constituante et encore peu nombreux, n'ont été en mesure d'associer à cette bataille constitutionnelle qu'une partie des secteurs populaires. Ainsi, comme le montre le résultat du 4 septembre dernier, cette lutte constitutionnelle n'a pas fait sens pour une grande partie du peuple, parce qu'ils n'y étaient pas associés, parce que les conditions sociales et politiques de la crise ont perduré. Même si elle a fait sens pour les secteurs organisés et mobilisés, pour de larges franges de la population — particulièrement pour les quatre millions qui sont allés voter à cause de l'obligation de le faire — cette nouvelle Constitution a même été ressentie comme déstabilisant les conditions de leur lutte pour la

survie en y introduisant un possible désordre, et ils l'ont rejetée.

Des leçons à tirer

Lors de la discussion avec Pablo, un passionnant bilan comparatif des révoltes dans le monde depuis 2011 a suivi, sur les différents niveaux de conscience, sur les rythmes aussi et les discordances des temps dans les différentes expériences. Pour Pablo, il se dégage une première leçon :

« La révolte est la base indispensable mais elle ne suffit pas en soi, il est nécessaire de construire une médiation qui permette l'articulation avec les luttes politiques et sociales qui suivent. Aujourd'hui, tout en gardant notre indépendance par rapport au gouvernement Boric qui accentue son tournant au centre en cherchant à gouverner avec les néolibéraux de l'ex "Concertation", nous devons nous appuyer sur les secteurs qui sont mobilisés et qui ont des raisons de s'unir. Mon organisation propose la formation d'un front politique des mouvements sociaux qui articule l'archipel d'organisations militantes pour construire une grande alliance. Nous avons besoin de l'expérience de toutes et tous dans le monde et souhaitons avoir des relations officielles avec le NPA. »

¹ — Pour une analyse plus détaillée du projet de Constitution, lire Karina Nohales et Pablo Abufom, « Chili: vers la Constitution du peuple? », publié dans *Inprecor* n° 697/698 (mai-juin-juillet 2022).

GRÈVE CHEZ AIRBUS À TOULOUSE

C'est le ras-le-bol qui s'exprime

Suite à la journée de grève du mardi 18 octobre, le mouvement a continué dans l'atelier de montage des A 320 chez Airbus à Toulouse.

C'est l'atelier le plus dur, où les cadences sont les plus fortes, celui où les jeunes commencent quand ils embauchent, où les salaires sont les plus bas, les pressions permanentes... et aussi celui qui permet au groupe Airbus de faire son chiffre.

10% d'augmentation tout de suite!

Une soixantaine de grévistes est passée dans les différents bâtiments et certains restaurants du site dans le but de se faire voir, discuter, entraîner les autres en les appelant à se joindre au mouvement et à la caisse de grève. Ils et elles ont sollicité les militantEs de la CGT pour les aider à faire un tract, dans la volonté de s'adresser à tout le monde. Sans attendre la « clause de revoyure » prévue dans les accords salariaux qui prévoirait une « éventuelle revalorisation » d'ici février,



WIKIMEDIA COMMONS

les revendications sont claires : 10% d'augmentation tout de suite, une amélioration significative des conditions de travail et surtout un immense ras le bol. Assez du paternalisme faussement bienveillant, de l'esprit maison, du mépris sous une forme ou une autre.

Le mouvement a suscité de la surprise, de la curiosité et de la sympathie mais surtout il apporte un bol d'air frais. On est loin des journées de grève encadrées par le syndicat « maison » qui parle toujours au nom des intérêts du groupe Airbus et jamais du point de vue des salariéEs

et qui siffle la reprise quand la direction le lui demande et qui là n'a pas manqué d'exercer des pressions pour entraver la lutte.

Des liens nouveaux qui se tissent

Le travail a repris à l'issue d'une AG d'une centaine le jeudi 20 en début d'après-midi. La grève ne s'est pas étendue à d'autres secteurs mais des salariéEs des autres ateliers sont venus, des contacts sont pris. Tout le monde a le sentiment d'avoir renversé la table, évité bien des pièges, pris ses affaires en main. Les grévistes ont décidé d'attendre le 28 octobre et la publication des résultats trimestriels du groupe, mais surtout ils posent les revendications comme un ultimatum vis-à-vis de la direction avec la perspective d'une nouvelle grève à partir du 15 novembre.

Dans tous les cas ce sont des liens nouveaux qui se tissent, et un gage pour la suite et les luttes à venir qui sont déjà dans toutes les têtes, bien loin des routines du dialogue social à la sauce Airbus!

Correspondant

Littérature

« Quand tu écouteras cette chanson », de Lola Lafon

Éditions Stock, 180 pages, 19,50 euros.

Le livre de Lola Lafon est paru dans la collection « Ma nuit au musée ». Rien à voir avec la comédie américaine sortie au cinéma il y a quelques années, avec animaux et œuvres d'art qui reprennent vie la nuit. Ici l'idée est de donner à un·e auteur·e la possibilité de passer une nuit dans le musée de son choix et d'écrire ce que cela lui inspire.

Un « musée » singulier

Lola Lafon a choisi un lieu qui n'est pas vraiment un musée, en tout cas pas un musée classique, il s'agit de « l'Annexe », la maison d'Amsterdam dans laquelle Anne Frank a passé plus de deux ans (25 mois) cachée avec sa famille avant qu'ils et elles soient arrêtés par la Gestapo en août 1944, puis internés dans des camps pour mourir en mars 1945 à Bergen-Belsen.

Lola Lafon nous raconte d'abord comme elle en est venue à passer cette nuit-là, seule, dans cette maison vide, un été de 2021. Comment et pourquoi elle a choisi ce « musée », et de nous parler de la vie d'Anne Frank, du sort d'une famille juive allemande.

On connaît l'histoire mais certainement pas assez. On ne nous la racontera ou on ne la lire jamais assez. Alors Lola Lafon raconte, la fuite de la famille, père et mère, Anne et sa sœur Margot, d'Allemagne pour se réfugier en Hollande. Puis viennent les premières lois anti-juives dans



un pays qu'ils et elles croyaient à l'abri, puis vient le moment de se cacher, la vie devenant trop dangereuse, dans un appartement, sans jamais sortir.

Devoir de mémoire

On connaît pour la plupart le journal d'Anne Frank, lu à l'école ou après. Mais, en vrai, on ne le connaît pas assez. Lola Lafon nous en parle, elle raconte encore comment ce journal prend forme, comment il s'écrit et comment il évolue. L'histoire aussi de ce journal, adapté plus tard au théâtre puis au cinéma, édité, réédité, parfois maltraité. Ce journal est plus qu'un journal intime, il ne parle pas que d'Anne, de sa famille, il parle d'une époque, d'un monde, c'est même une œuvre littéraire. Avec cette nuit au musée, dans l'Annexe, Lola Lafon revient sur l'horreur de la Shoah qui a frappé tant de familles juives, le racisme, l'antisémitisme qui a frappé l'Europe pendant les années 1930-1940. Lola Lafon parle alors aussi de ses origines, de ses grands-parents juifs, ouvriers et communistes. Comme une affiliation, comme un devoir de mémoire.

Et puis, il y a ce lien mystérieux avec une autre histoire, celle de la chanson qu'on écouterait, celle d'un tout jeune cambodgien qui mourra lui aussi assassiné par la dictature, une autre, quelques années après, dans les années 1970.

Tout cela est très émouvant, c'est d'une grande tristesse. Et c'est si bien raconté. On a envie de dire merci pour cet hommage à Anne Frank, aux familles juives pourchassées, réprimées, assassinées, à ces familles et ces personnes elles aussi assassinées dans le monde, au fil des décennies, par tant d'opresseurs. Merci.

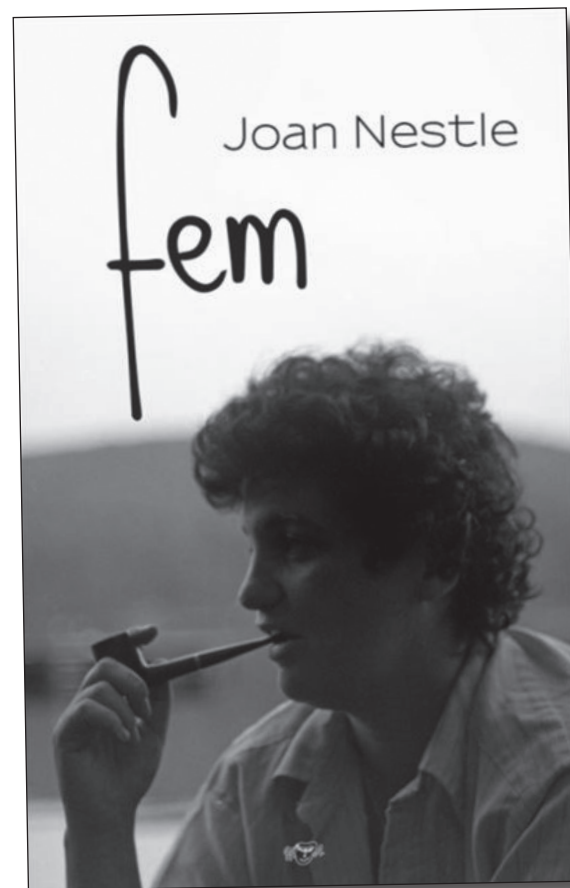
Philippe et Béa

Essai

Fem, de Joan Nestle

Éditions Hystériques & Associées, 176 pages, 15 euros.

Les éditions Hystériques & Associées, à qui nous devons la parution de la première traduction française de *Stone Butch Blues*, le classique de Leslie Feinberg, ainsi que celle des actes du colloque « Matérialismes trans », ont publié cet été *Fem*, une compilation d'essais et de textes de Joan Nestle, icône lesbienne étatsunienne.



« Être fem m'a permis de supporter d'être une femme »

Née en 1940 dans le Bronx, au sein d'une famille juive de la classe ouvrière, elle a vécu son lesbianisme sans se cacher, bien avant l'apparition et le développement du mouvement pour l'égalité des droits. Joan Nestle a été de toutes les luttes sociales, de toutes les luttes de libération du 20^e siècle et a créé le plus grand fonds d'archives lesbiennes au monde, les Lesbian Herstory Archives.

Ce recueil de textes est un objet hybride qui combine textes érotiques et analyses historiques. L'autrice y explore son identité de « fem », les dynamiques « butch – fem », le caractère subversif de ces relations amoureuses et leur réception au sein du mouvement féministe et lesbien. Elle y déclare notamment qu'« être fem m'a permis de supporter d'être une femme ». La militante rappelle également les combats communs entre lesbiennes et travailleuses du sexe, la répression policière... Enfin, Joan Nestle célèbre avec bonheur le désir lesbien, le plaisir sexuel, la jouissance du corps féminin et en premier lieu du sien, et ce contre toute stigmatisation, toute normalisation.

En bref, nous ne pouvons que remercier les traductrices pour cette publication, qui nous permet de découvrir certaines élaborations et créations du mouvement lesbien.

Sally Brina

Cinéma

Sans filtre (Triangle of Sadness), de Ruben Östlund

Film suédo-franco-germano-britannico-étatsunien, 2h 29 minutes, sorti le mercredi 28 septembre.

Cette comédie nous présente un cocktail explosif servi sur un yacht de vacances, composé d'influenceurs déconnectés, d'oligarques russes et français qui font leur beurre en « vendant de la merde » pour faire des engrais et un équipage qui doit mettre de côté sa dignité pour les servir...

La palme d'or qui donne des hauts-le-cœur à la bourgeoisie!

Le réalisateur suédois Ruben Östlund est bien lucide sur la cruauté et la bêtise inhérente à cette société de classes injuste, ainsi il nous écrit plus d'une situation qui fait mouche, comme lorsqu'on se retrouve à éclater de rire devant ce qui semble être à peine une parodie de l'hypocrisie des influenceurs qui se rêvent progressistes, mais qui s'accommodent bien d'être du côté des puissants vendeurs d'armes qui alimentent des conflits meurtriers, tant que cela signifie pouvoir profiter de leurs privilèges.

On apprécie beaucoup les quelques touches intéressantes, comme la division raciste entre les boulots de service, visibles, donnés aux européens, et les boulots de maintenance et préparation des repas strictement attribués à des philippins et immigrants africains. Sous-reconnus... et pourtant essentiels! Sans trop en raconter, c'est ce que la fin du film montre de manière intelligente, c'est-à-dire toujours de manière à nous faire décocher un sourire...

On regrettera néanmoins le manque flagrant d'un point de vue qui se mettrait du côté des exploités de ce bateau, qui ne s'expriment jamais réellement de manière collective contre leurs oppresseurs. Là où *Parasite*, dans un autre style de film récompensé à la structure marxisante, semblait croire à la possibilité d'une fin du système grâce à l'unité de ceux qui ne possèdent rien, *Sans filtre* ne dépasse jamais vraiment la critique jouissive des possédants.

Correspondant Rennes



L'Anticapitaliste la revue
Le n° 139 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

IRAN « Le slogan "Femme, vie, liberté" cherche à rassembler des gens en faveur de l'égalité et de la liberté »

Est-ce que tu peux te présenter et nous parler du collectif dont tu fais partie ?

Je suis Iranienne. Je suis arrivée en France il y a cinq ans et je fais partie du collectif féministe, queer et anticapitaliste qui s'est constitué spontanément au moment de la révolte en Iran il y a un peu plus d'un mois. Le 19 septembre dernier, trois jours après le décès de Mahsa Amini, nous nous sommes réunies devant l'ambassade d'Iran à Paris pour montrer notre solidarité et faire entendre la voix de nos sœurs et de nos frères dans les rues de Téhéran mais aussi au Kurdistan.

C'est donc un collectif très spontané. Peux-tu nous dire comment vous avez appris la mort de Mahsa Amini ? Quelle a été ta réaction, votre réaction ?

Il y avait très longtemps que la police de moralité avait un comportement très très violent, surtout envers les femmes mais aussi envers toute les personnes dans l'espace public. Elle contrôlait tout le temps la façon de s'habiller. Il y avait déjà beaucoup d'événements retransmis en vidéo où l'on voyait des femmes violemment arrêtées, à qui l'on ordonnait de s'habiller selon le code vestimentaire. Cette fois, il y a eu non seulement des violences mais le décès est survenu de façon claire, et la famille de Mahsa Amini s'est opposée à la version officielle des autorités. La majorité de la population ne soutient pas la police de la République islamique qui contrôle les tenues et la vie privée. La population l'a subi depuis des décennies, et la colère accumulée pendant 43 ans a explosé.

Ce sont les femmes tout d'abord qui ont exprimé leur colère et leurs revendications à disposer librement de leur corps. Au-delà de la symbolique du voile dans République islamique et du soulèvement, le mouvement s'étend au point qu'on parle de révolution...

Ce régime, c'est un ensemble de comportements répressifs, c'est une tyrannie envers les femmes, les minorités de genre, les minorités ethniques. On parle de minorités pas seulement en raison des chiffres mais parce qu'elles sont minorisées. Elles n'ont pas de place et subissent toujours une répression justifiée par la religion.

La résistance qui se met en place ici, très spontanée au début, commence à s'organiser.

Le 19 septembre, nous avons participé à un rassemblement devant l'ambassade d'Iran à Paris, puis quelques jours plus tard place des Innocents vers Châtelet, et à une action féministe à l'appel d'un groupe féministe international qui s'appelle « Feminists for Jina ¹ ». Il s'agissait d'une action de type performance. Ensuite, le dimanche 9 octobre, la manifestation place des Fêtes a réuni au moins 2000 personnes. Ce qui est important, c'est que cette manifestation était à l'appel d'une coordination des groupes de gauche et féministes. Car, le même jour, à la même heure, au Trocadéro, une manifestation avait lieu pour l'Iran sur des mots d'ordre très ambigus et celle-ci a été récupérée par les royalistes et les partis de droite qui se

Entretien. En soutien au soulèvement en Iran, s'est constituée ici en France une coordination des groupes de gauche et féministes rassemblant plusieurs collectifs comme le collectif féministe queer et anticapitaliste auquel participe Sarah que nous avons interviewée.



déclarent opposants à la République islamique aujourd'hui.

Dans la résistance qui se met en place aujourd'hui en France, mais aussi en Grande-Bretagne et en Allemagne, quel est le poids et la responsabilité que vous avez pour maintenir une résistance de gauche et anticapitaliste ?

Pour nous, le slogan « Femme, vie, liberté » a quelque chose de très progressiste. Les gens qui se battent actuellement dans les rues de Téhéran donnent leur vie pour cela. On entend aussi le slogan : « Non à la tyrannie, ni roi ni leader [spirituel ou religieux] ». C'est une autre voix qui vient d'Iran qui n'a rien à voir avec ce qu'en disent les partis qui veulent la récupérer. Ces derniers se présentent comme l'alternative légitime à la République islamique en cas de victoire de la révolution en cours alors qu'ils ont des idées opposées au slogan « Femme, vie, liberté » qui est un slogan progressiste, qui cherche à rassembler des gens en faveur de l'égalité (salariale), la liberté. En plus, lors de précédents soulèvements, il y avait des mouvements syndicaux des ouvriers, des enseignants et des chauffeurs des transports en commun : une succession de luttes dans les différents secteurs en Iran. Aujourd'hui, c'est par une cause féministe que tout commence mais tous ces mouvements sont liés. Comment ce parti royaliste peut-il se déclarer l'alternative à la République islamique, lui qui a l'historique des répressions envers les travailleurs et les travailleuses et sous le régime duquel il existait une inégalité totale au sein de la population iranienne ? Les royalistes étaient contre la révolution, surtout en 1979. Pour eux, l'idée de la révolution est une idée de gauche qui va vers l'anarchie et déstabilise le pays, en aidant les séparatismes. Il y a donc nécessité à se mobiliser et à se montrer contre ce genre de parti. C'est effrayant ! Il ne faut pas que 1979 se reproduise. À l'époque, il y avait plusieurs partis de gauche qui ont lutté pour renverser la monarchie et

ensuite ce sont les islamistes qui ont récupéré le pouvoir et qui ont réprimé les partis qui avaient renversé la monarchie. Nous ne voulons pas d'une énième monarchie. Nous qui connaissons l'histoire des soulèvements iraniens, l'histoire politique — de la révolution constitutionnelle [NDLR : en 1905] à la révolution de 1979 — ainsi que l'histoire du combat des femmes en Iran qui a plus de 170 ans, nous nous sentons responsables et engagés pour défendre nos valeurs pour qu'il n'y ait pas de marche arrière après une révolution.

Quelles sont les perspectives de la mobilisation en France ? Comment établir des liens avec l'Iran ?

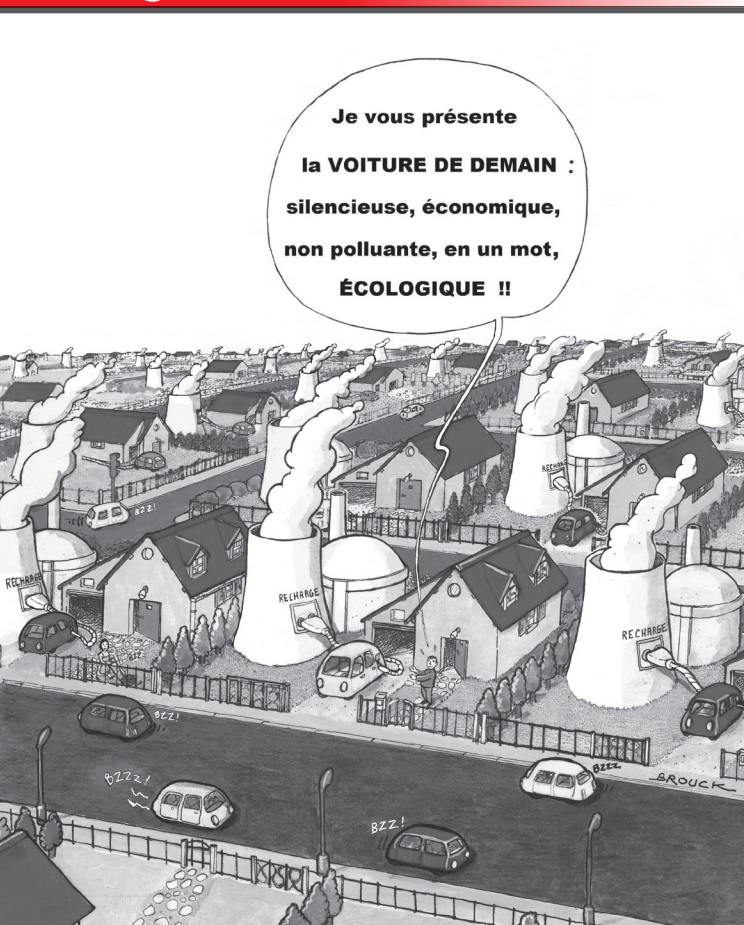
Concrètement on est toujours en phase de filtration d'internet. Les IranienEs sont devenus des experts du VPN. On essaie de garder des liens avec nos camarades et nos familles. On essaie de leur transmettre des outils ; eux font des vidéos, des observations dans leurs villes et dans leurs quartiers. Il y a de nombreux réseaux qui se réunissent qui complètent ce travail d'informations en provenance de l'Iran. On essaie d'être relié à ce réseau indépendant plutôt qu'aux grands médias.

Comment on vous joint ici en France ?

Nous sommes une équipe récente et restreinte avec des moyens limités. S'il y a des personnes isolées qui cherchent un collectif défendant leurs valeurs, elles peuvent nous joindre via un groupe Facebook qui s'appelle « Coordination des groupes de gauche et féministes ». On a aussi un groupe Instagram : « leftistfeministcoord ». Elle peuvent nous contacter via ces pages ou nous suivre. Pour les actions à venir, nous avons pensé qu'il serait utile de nous identifier plus clairement et d'affirmer quels sont nos principes et nos valeurs et les mettre à la disposition des gens. Pour récolter un peu d'argent pour nos mobilisations, nous prévoyons d'organiser un événement dans un amphî et la mise en place d'une cagnotte, car pour l'instant nos financements proviennent de nos fonds personnels. On prévoit une nouvelle manifestation car c'est ici qu'on peut avoir la parole politique la plus libre, et c'est aussi un soutien pour la lutte en Iran.

Propos recueillis par Diego Moustaki
1 - Jina est le prénom de Mahsa en kurde.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'ÉTAT DE SANTÉ DES FEMMES, DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS EN RÉGRESSION ALARMANTE.

« Un nouveau rapport des Nations unies révèle que l'état de santé des femmes et des enfants se détériore à l'échelle mondiale, en raison des conflits, de la pandémie de Covid-19, des changements climatiques et à leurs conséquences dévastatrices sur les perspectives d'avenir des enfants, des jeunes et des femmes. [...] En 2021, on estimait que 25 millions d'enfants étaient non vaccinés ou sous-vaccinés (soit six millions de plus qu'en 2019), et présentaient un risque accru de contracter des maladies mortelles ou invalidantes. La pandémie a privé d'école des millions d'enfants, dont un grand nombre pendant plus d'un an, et près de 80% des enfants originaires de 104 pays et territoires ont subi des pertes d'apprentissage en raison de la fermeture des établissements. Depuis le début de la pandémie mondiale, 10,5 millions d'enfants ont perdu un parent ou une personne qui s'occupait d'eux à cause de la Covid-19. [...] »

Un enfant né dans un pays à revenu faible a une espérance de vie moyenne de la naissance d'environ 63 ans, contre 80 ans dans un pays à revenu élevé. Ce terrible écart de 17 années a peu évolué au cours des dernières années. [...] »

En 2020, plus de 45 millions d'enfants souffraient de malnutrition aiguë. [...] La même année, les enfants présentant un retard de croissance atteignaient le nombre colossal de 149 millions. L'Afrique est la seule région où le nombre d'enfants victimes de cette pathologie a augmenté au cours des vingt dernières années, passant de 54,4 millions en 2000 à 61,4 millions en 2020. [...] »

En Afrique subsaharienne, une femme a près de 130 fois plus de risques de mourir des suites d'une grossesse ou d'un accouchement qu'en Europe ou en Amérique du Nord. [...] »

En 2021, dans le monde, un nombre record de 89,3 millions de personnes ont dû fuir leur domicile en raison de la guerre, de la violence, des persécutions et des violations des droits humains. Le rapport plaide notamment pour que les pays continuent d'investir dans les services de santé, luttent contre les crises de toutes sortes et l'insécurité alimentaire, et autonomisent les femmes et les jeunes du monde entier. »

« L'ONU alerte sur la santé des femmes, des enfants et des adolescents » (communiqué de presse), 18 octobre 2022.
Le rapport « Every Woman, Every Child, Protect the Promise » a été rendu public le 18 octobre à l'occasion du Sommet mondial sur la santé organisé à Berlin : <https://protect.everywomaneverychild.org/>

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org